

Hugues Hellebaut

Lic. Jur.

Huissier de Justice

Soc. Civ. S.N.C. HELLEBAUT & PETRE

TVA / BCE : 0839.637.542

1050 IXELLES, Boulevard de la Cambre, 3 boîte 34

✉ huissier.hellebaut@gmail.com

📞 02/742.26.08

📠 02/346.80.83

BE65-0688-9638-3996 GKCCBEBB

Bureaux ouverts de 10h30 à 12h30

Réf.: A551-18 / MB

Maître Christophe MARCHAND – Maître Michèle HIRSCH – Maître Gonzalo BOYE TUSET –
Maître Paul BEKAERT

SERRET ALEU Maria Meritxell - COMIN OLIVERES Antoni / LLARENA CONDE Pablo

1^{er} feuillet

CITATION

MOTIVATION

0. OBJET DE LA PRÉSENTE CITATION

Depuis de nombreuses années, les membres de minorités poursuivant une action politique en faveur de l'indépendance de leur région subissent en Espagne des violations systématiques de leurs droits fondamentaux. De nombreux rapports et décisions de juridictions internationales le démontrent. A l'occasion de la répression mise en œuvre lors du referendum sur l'indépendance de la Catalogne du 1^{er} octobre 2017, ces mécanismes se sont reproduits. Ceux-ci ont également été documentés par des sources indépendantes. Le système judiciaire espagnol a jusqu'ici été incapable de traiter la question catalane de manière impartiale. Il en est de même du respect de la présomption d'innocence, mais également d'autres droits fondamentaux, tels que le droit d'exercer librement une charge politique, ou celui de ne pas être poursuivi pour son action politique en tant que membre d'un gouvernement ou d'un parlement régional. De très nombreuses décisions judiciaires ont été prises par diverses juridictions d'Espagne réalisant ces multiples violations incompatibles avec les valeurs fondant l'Union européenne.

Le juge Pablo LLARENA est le juge instructeur, membre du Tribunal Suprême (« Cour de cassation »), qui mène principalement l'enquête pénale à charge des parties citantes. Il a rendu de

multiples décisions judiciaires démontrant clairement sa partialité, la violation de la présomption d'innocence et d'autres droits fondamentaux. Ces violations feront l'objet des redressements adéquats au moment opportun.

Le juge LLARENA a néanmoins commis une faute en dehors de sa fonction juridictionnelle, cette faute révélant sans ambiguïté les illégalités dénoncées ci-dessus. L'objet de la présente citation est d'obtenir la condamnation du juge LLARENA à 1 euro symbolique pour cette faute.

Les parties citantes vivaient en Belgique au moment de la commission de cette faute, et le dommage s'y est réalisé. Ceci justifie la compétence territoriale des juridictions belges en vertu des règles de l'Union européenne. Le dommage et le lien de causalité dès lors seront analysés selon le droit belge.

La faute s'étant produite en Espagne, celle-ci sera quant à elle analysée selon le droit espagnol de la responsabilité extracontractuelle.

1. EXPOSE DES FAITS

1. Lors des élections régionales du 27 octobre 2015 en Catalogne, les partis indépendantistes ont obtenu une majorité parlementaire avec la plus grande participation de l'histoire des élections en Catalogne (77 %). Les partis indépendantistes Junts per Catalunya (JxS) et la CUP ont obtenu un score de 47,7 % (39,5% pour JxS et 8% pour la CUP), correspondant à environ deux millions de voix. Ces voix ont conféré une majorité absolue aux partis indépendantistes au parlement (72 sièges sur 135)¹. Depuis ces élections, la majorité parlementaire issue des partis indépendantistes a tenté de mettre en œuvre son programme électoral : l'indépendance de la Catalogne.

2. JxS et la CUP n'ont jamais caché leurs objectifs politiques. Ils ont ouvertement fait campagne sur le thème de l'indépendance. Ils n'ont jamais été interdits ni dissous par l'autorité centrale espagnole. De même, les associations culturelles que sont l'Assemblée Nationale Catalane (« ANC ») et Omnium Cultural (« Omnium ») n'ont jamais été interdites, sanctionnées ou dissoutes en raison de leur support au processus souverainiste.

Depuis plusieurs années, chaque 11 septembre, à l'occasion de la Fête Nationale de la Catalogne, près d'un million et demi de personnes se rassemblent pour demander l'indépendance de la Catalogne. Ces journées sont organisées par plusieurs collectifs et associations catalanes, dont l'ANC et Omnium. Ces manifestations ont toujours été pacifistes et n'ont jamais été interdites.

3. Le 10 janvier 2016, Carles Puigdemont devient Président de la Catalogne avec le soutien de 70 parlementaires sur les 135 qui forment le Parlement. Deux des parties citantes, les ministres Toni Comin et Meritxell Serret, prennent fonction comme membres du gouvernement en janvier 2016. Deux autres des parties citantes, les ministres Lluís Puig et Carla Ponsati, rejoignent le gouvernement en juillet 2017.

Au lieu de déclarer l'indépendance 18 mois après les élections (comme le prévoyait le programme électoral qui, pour rappel, n'a jamais été déclaré illégal par l'Etat espagnol), il a été décidé de tenir préalablement un référendum concernant l'indépendance de la Catalogne.

4. Le 9 novembre 2015, le Parlement a approuvé la « déclaration de début du processus d'indépendance ». Durant l'année 2016 et conformément au programme électoral, différentes étapes du processus d'indépendance ont été franchies. Le 9 juin 2017, la date du référendum est fixée au 1^{er} octobre 2017. Le 31 juillet 2017, la « Proposition de loi concernant le référendum d'autodétermination » est déposée au Parlement par les groupes parlementaires CUP et JxS. Le 6 septembre 2017, le texte est approuvé par 72 députés. La loi se fonde sur le droit coutumier, qui consacre le droit à l'autodétermination des peuples, et sur les traités internationaux ratifiés par l'Espagne, qui reconnaissent également ce droit expressément. La loi précise qu'elle prévaut hiérarchiquement sur toutes autres normes nationales contraires, dont la Constitution espagnole. Le gouvernement signe ensuite le décret de convocation officielle du référendum conformément à la loi du 6 septembre 2017.

5. Le 8 septembre 2017, une enquête est ouverte sur réquisitions du parquet près le Tribunal Supérieur de Justice de la Catalogne contre les membres du gouvernement catalan pour avoir signé le décret de convocation du référendum. Les trois infractions visées sont la désobéissance, la prévarication et le détournement de fonds publics.

Le 20 septembre 2017, 14 hauts fonctionnaires et techniciens du gouvernement catalan sont tout à coup arrêtés à la demande du juge d'instruction près le tribunal de première instance n° 13 de Barcelone. De nombreuses perquisitions ont lieu dans différents bâtiments du gouvernement catalan, à la demande du même juge. Des dizaines de milliers de personnes se rassemblent durant des heures pour protester pacifiquement contre ces arrestations et ces perquisitions. Contrairement à ce qui est soutenu dans les mandats d'arrêts européens qui seront ensuite délivrés (voy. *infra*, para. 13 de la présente citation), les parties citantes n'ont joué aucun rôle dans ces rassemblements spontanés.

¹ La majorité absolue exige un minimum de 68 députés. Les résultats précis sont disponibles sur : <https://eleccions.ara.cat/parlament-27s>.

6. La semaine du 25 septembre 2017, le gouvernement espagnol envoie entre 5.000 et 8.000 agents de police nationaux pour empêcher la tenue du référendum. Le gouvernement espagnol craint en effet que les *Mossos* – agents de police régionaux –, dépendant du gouvernement catalan, lequel organise le référendum, n'exécutent pas la décision du gouvernement espagnol d'y faire obstacle. Les *Mossos*, qui appartiennent à la police judiciaire, ont toutefois obéi aux instructions qui leur ont été données d'empêcher la tenue du référendum et ont saisi des bulletins de vote et du matériel électoral.

Le vote du referendum a lieu tout à fait pacifiquement² le 1^{er} octobre 2017. Environ 8.000 effectifs policiers sont déployés par le Gouvernement espagnol. La police nationale et la *Guardia Civil* pénètrent violemment dans les bureaux de vote (souvent des écoles) afin d'empêcher les citoyens de voter. A de nombreuses reprises, ils détériorent des installations de vote, intimident et violentent de nombreux électeurs. Plus de 1.000 personnes ont nécessité une assistance médicale. De nombreuses plaintes ont été déposées par des citoyens victimes de ces actes. Plusieurs observateurs internationaux et nationaux ont recueilli des preuves de cette violence. D'innombrables archives vidéo et témoignages de victimes attestent des violences policières ce 1^{er} octobre 2017.

7. Le « oui à l'indépendance » l'emporte finalement à 90 % des suffrages exprimés, avec un taux de participation de 42,4 % du corps électoral (pièces 1 et 2).

8. Le 3 octobre 2017, le roi d'Espagne est sorti de sa réserve et a attaqué les Catalans en ces termes: « *les autorités catalanes avaient bafoué de manière systématique les normes approuvées légalement et avaient fait preuve d'une déloyauté inadmissible envers les pouvoirs de l'État.* »³.

9. Le 10 octobre 2017, l'une des parties citantes, Carles Puigdemont, alors Président de la Catalogne, demande au Parlement catalan de suspendre la déclaration d'indépendance, dans l'espoir de rouvrir le dialogue avec le gouvernement espagnol. Le 17 octobre 2017, la loi du 6 septembre 2017 organisant le referendum est jugée inconstitutionnelle par le Tribunal constitutionnel espagnol suite à un recours introduit par le gouvernement espagnol. Le 21 octobre 2017, le gouvernement espagnol entame une procédure de mise sous tutelle de la Catalogne sur la base de l'article 155 de la Constitution espagnole.

10. Le 27 octobre 2017, le Parlement catalan déclare formellement l'indépendance. Il ne s'agit pas de l'adoption d'une loi mais de la lecture formelle d'un texte constatant le vote des citoyens lors du référendum du 1^{er} octobre 2017. Le Gouvernement catalan n'y prend pas part. Une « résolution »

² Contrairement à ce que soutiennent les mandats d'arrêt, le rassemblement de citoyens constitue l'exercice de la liberté d'association et ne peut s'assimiler à un acte de violence. En outre, le gouvernement catalan n'était en aucune manière à l'origine de ces rassemblements spontanés et pacifiques.

³ Voy. la page <https://fr.express.live/2017/10/03/roi-despagne-autorites-catalanes-ont-preuve-dune-deloyaute-inadmissible/>.

5^{ème} feuillet

concrétisant les effets juridiques de la Déclaration est ensuite votée par le Parlement⁴. Une fois encore, le Gouvernement catalan n'y prend pas part.

Le même jour, et quelques heures plus tard, le Sénat espagnol approuve l'application de l'article 155 de la Constitution. Le même jour encore, le Premier Ministre espagnol prononce un discours dur à l'égard des membres du Gouvernement catalan et de la prétendue illégalité de leurs actes. Le Gouvernement catalan est immédiatement destitué. Toutes ses compétences sont transférées au Gouvernement espagnol. Les compétences du Président catalan – parmi lesquelles celle de convoquer les élections au Parlement catalan – sont transférées au Premier Ministre espagnol. Ce dernier dissout le Parlement catalan et convoque des élections pour le 21 décembre 2017.

Aucun acte gouvernemental n'a été effectué par les membres du Gouvernement catalan depuis la déclaration formelle d'indépendance.

11. Le 30 octobre 2017, le Procureur général requiert l'ouverture d'une instruction contre les membres du Gouvernement catalan auprès de l'Audience Nationale n° 3, et contre les membres indépendantistes du Parlement catalan auprès du Tribunal Suprême, étant d'avis que seuls ces derniers bénéficiaient d'une immunité parlementaire et devaient à ce titre être présentés au Tribunal Suprême.

Les deux réquisitoires visent des préventions de rébellion, de sédition (à titre subsidiaire) et de détournement de fonds publics.

Il est utile de noter qu'outre l'Audience Nationale n° 3 et le Tribunal Suprême, deux autres juridictions se sont également déclarées compétentes dans ce dossier, portant à quatre le nombre de juridictions espagnoles chargées, à un titre ou à un autre, d'instruire les faits reprochés aux parties citantes :

- Le tribunal d'instruction n° 3 de l'Audience Nationale (*Audiencia Nacional* de Madrid) ;
- Le Tribunal Suprême espagnol (*Tribunal Supremo*) ;
- Tribunal Supérieur de Justice de Catalogne (*Tribunal Superior de Justicia de Catalunya*) ; et
- Le tribunal d'instruction n° 13 de Barcelone.

12. Le 31 octobre 2017, la juge d'instruction LAMELA DIAZ de l'Audience Nationale n° 3 endosse formellement le réquisitoire du Procureur général et entame une instruction, alors que sa compétence est contestée par la doctrine la plus autorisée en Espagne (pièce 3). Le même jour, elle convoque l'ensemble des membres du Gouvernement catalan en vue de leur audition le jeudi 2 novembre 2017. Le 1^{er} novembre est un jour férié.

⁴

La loi a été votée à bulletins secrets par 70 voix sur une majorité de 72.

13. Le 2 novembre 2017, les cinq parties citantes, membres du Gouvernement catalan, se trouvant depuis plusieurs jours en Belgique et ayant appris leur convocation par la presse, demandent via leur avocat d'être entendus par vidéoconférence. Ils veulent collaborer à l'enquête. Les neuf autres membres du Gouvernement catalan, restés en Espagne et présents à l'audition, demandent pour leur part un report de la procédure afin d'être en mesure de préparer leur défense. Cette requête est rejetée. Huit de ces neuf membres du Gouvernement s'étant rendus volontairement à leur audition sont mis en détention sans possibilité d'être libérés sous caution.

Les membres du Parlement catalan déposent une requête identique – postulant le report de la procédure – le 2 novembre 2017 devant le juge LLARENA près le Tribunal Suprême. Le Tribunal Suprême fait droit à leur demande et reporte l'audition au 9 novembre 2017 (pièce 4).

Le 3 novembre 2017, la juge LAMELA DIAZ rejette la demande des cinq parties citantes d'être entendus par vidéoconférence. Elle décerne un mandat d'arrêt européen contre chacun des cinq membres du Gouvernement catalan se trouvant en Belgique. Les mandats d'arrêt européens reprennent les trois infractions visées dans le réquisitoire du Procureur général (rébellion, sédition et détournement de fonds publics). La juge LAMELA DIAZ y ajoute en outre, de son propre chef, deux autres infractions : prévarication et désobéissance.

14. Le 5 novembre 2017, les parties citantes se présentent volontairement à la police. Elles comparaissent devant le juge d'instruction GAUDIUS. Ce dernier rend le jour même une décision ordonnant leur mise en liberté, sans caution.

Le même jour, suite aux arrestations des membres du Gouvernement, plus d'une centaine de professeurs de droit pénal espagnols dénoncent le recours aux incriminations de rébellion et de sédition comme étant abusives et manifestement non applicables au cas d'espèce (pièce 3).

15. Le 9 novembre 2017, le Tribunal Suprême a libéré sous caution les parlementaires après avoir constaté que ces personnes ont « *renoncé à une activité politique future, ou bien, pour ceux qui souhaitent continuer à l'exercer, qu'ils le feront en renonçant à tout agissement hors du cadre constitutionnel* » (pièce 5).

16. Le 11 novembre 2017, des centaines de milliers de personnes ont manifesté à Barcelone contre l'arrestation des membres élus du Gouvernement et du Parlement catalans, et la répression menée à leur égard.

17. Le 4 décembre 2017, la question de l'exécution ou de la non-exécution des cinq mandats d'arrêt européens fut plaidée devant la Chambre du conseil près le Tribunal de première instance néerlandophone de Bruxelles. Les parties citantes ont déposé ce jour-là un écrit de conclusions

contenant 133 pages (pièce 6). Le lendemain, 5 décembre 2017, le juge Pablo LLARENA a pris une décision judiciaire retirant les mandats d'arrêt européens, mais maintenant en vigueur les mandats d'arrêt nationaux (pièce 7).

Cette décision était principalement motivée de la manière suivante :

- risque que la justice belge ne suive pas (ou pas en totalité) les réquisitions espagnoles, ce qui eût impliqué l'obligation de poursuivre les intéressés en Espagne sur la base de qualifications pénales différentes de celles retenues pour d'autres protagonistes du dossier ;
- les recherchés se présentent aux élections et ont émis le souhait de rentrer en Espagne.

Dans les faits, c'est manifestement la crainte que la justice belge refuse de mettre à exécution les mandats d'arrêt européens qui a motivé ce retrait.

Cette décision a eu pour conséquence que les parties citantes pouvaient dorénavant se rendre dans le monde entier, sauf en Espagne, où ils seraient placés en détention sur la base des mandats d'arrêt nationaux.

A la suite de ce retrait, la Chambre du conseil a, par ordonnance du 14 décembre 2017, constaté que la demande de mise à exécution des mandats d'arrêt européens était devenue sans objet.

Depuis lors, les parties citantes vivent paisiblement en Belgique, où ils poursuivent leurs activités politiques.

Il a été rappelé plus haut que la mise en œuvre de l'article 155 de la Constitution espagnole et la destitution du Gouvernement et du Parlement de Catalogne ont eu pour conséquence l'organisation d'élections.

18. Le 21 décembre 2017, des élections se tiennent en Catalogne. Les partis indépendantistes *Esquerra Republicana Catalana* (ERC), *Junts per Catalunya* (JxS) et la CUP confirment leur majorité absolue au Parlement. Les cinq parties citantes sont élues députés au Parlement de Catalogne.

Après ces élections, un bras de fer s'est engagé entre le juge LLARENA et le Parlement de Catalogne en vue du choix du nouveau Président de la Catalogne. En effet, à quatre reprises, le juge LLARENA a empêché l'investiture du Président choisi par le Parlement catalan, soit, successivement : Carles PUIGDEMONT, Oriol JUNQUERAS, Jordi SANCHEZ puis Jordi TURULL.

Cette influence politique, pour le moins inhabituelle, d'un juge d'instruction, fût-il membre du Tribunal Suprême, a fait dire que Pablo LLARENA s'était ainsi érigé en véritable « Président » de l'Espagne (pièce 8).

En effet, en prenant des décisions judiciaires aux fins de refuser, pour l'un, sa comparution « télématique », pour l'autre, sa libération même provisoire ou sa mise en détention afin d'empêcher sa présence dans l'enceinte du Parlement, le juge LLARENA a dépassé ses fonctions judiciaires, ou a tout le moins en a abusé, oubliant le socle de l'Etat de droit démocratique eu sein de l'Union européenne qu'est le principe de séparation des pouvoirs.

Par une mesure provisoire prise le 23 mars 2018 en faveur de Jordi SANCHEZ par le Comité des Droits de l'Homme des Nations-Unies, il fut rappelé au juge LLARENA et à l'Espagne que le droit d'exercer une fonction politique est un droit fondamental (pièce 9). Cet opportun rappel n'eut pas l'heur d'infléchir le juge LLARENA, lequel adopta le 12 avril 2018 une nouvelle ordonnance de refus de congé pénitentiaire en défaveur de Jordi SANCHEZ (congé qui aurait dû lui permettre d'assister à une session décisive du Parlement catalan), rangeant ainsi l'Espagne au côté du Kazakhstan parmi les Etats voyous qui refusent de se plier aux principes régissant les droits fondamentaux universels.

19. Ces violations systématiques des droits fondamentaux par les juridictions espagnoles dans le cadre des poursuites mues contre les parties citantes en Espagne ont été dénoncées devant les organes idoines et continueront à l'être. Il ne s'agit pas de l'objet principal de la présente citation.

En effet, à la marge de ces décisions judiciaires, les parties citantes considèrent que le juge LLARENA a commis une faute civile résultant en un dommage qui s'est réalisé en Belgique.

20. Depuis la tenue des élections, le juge LLARENA a continué son enquête pénale. Celle-ci a été émaillée de décisions judiciaires ou préparatoires relatives à l'avancement de l'enquête ou à la détention des personnes sous enquête.

De ces décisions transpirent son parti-pris et l'absence d'impartialité qui devrait pourtant caractériser toute enquête pénale.

Le comportement du juge LLARENA exprime ainsi ce qui a déjà été dénoncé concernant les opposants politiques basques : le système judiciaire espagnol est incapable de traiter les opposants indépendantistes en respectant les droits fondamentaux tels que garantis par le Traité sur l'Union Européenne et la Charte sur les Droits Fondamentaux de l'Union Européenne ou la Convention Européenne des Droits de l'Homme (pièce 10).

A cet égard, on peut épingleur en particulier les décisions judiciaires suivantes :

- Dans une ordonnance du 2 février 2018, refusant le bénéfice de la mise en liberté provisoire à Joaquim FORN CHIARIELLO, le juge LLARENA estime : « *la participation au délit qui lui [M. FORN] est attribué (...) s'est manifestée à partir d'une responsabilité exécutive et de gouvernement encore à sa portée, de sorte qu'on ne peut nier que le risque de récidive soit fondamentalement basé sur la subsistance des raisons l'ayant encouragé à commettre le délit (...), et des circonstances l'ayant facilité, et du maintien de sa position personnelle concernant le respect ou la violation de la loi* » (traduction française en pièce 11, p. 11) ;
- Il est encore exposé, dans cette même ordonnance : « *son idéologie [celle de M. FORN] coexiste dans un contexte politique où il n'y a aucune certitude que l'intention d'obtenir l'indépendance de la Catalogne ait disparu (...)* » (ibid., p. 11) ;
- Pablo LLARENA écrit encore : « *Le tout, si nous considérons l'incertitude que la volonté politique majoritaire soit de respecter l'ordre légal pour parvenir à l'aspiration d'indépendance que le mis en examen partage encore aujourd'hui, et si nous évaluons la détermination avec laquelle l'accusé a réalisé, encore aujourd'hui, son acte délictuel très grave, il doit être conclu que persiste le risque de récidive (...)* » (ibid., p. 12) ;
- Dans la même veine, Pablo LLARENA juge, dans une ordonnance du 6 février 2018 (refusant le bénéfice de la mise en liberté provisoire à Jordi SANCHEZ I PICANYOL) : « *le demandeur maintient son idéologie souverainiste, ce qui est valide d'un point de vue constitutionnel, mais qui empêche la conviction de l'impossibilité d'une récidive dont bénéficierait toute personne professant une idéologie contraire. Mais à la différence de certains des personnes mises en examen, M. Sánchez n'a non seulement pas renoncé à une activité publique qui – sur plusieurs fronts – a servi d'instrument pour exécuter les faits, mais a réitéré son engagement en s'intégrant dans une candidature qui proclame l'objectif de rétablir la dynamique politique ayant conduit aux actes à l'origine des responsabilités envisagées dans le cadre de cette procédure pénale (...)* » (traduction française en pièce 12, p. 10) ;
- Dans une ordonnance du 9 mars 2018 (refusant une fois encore la mise en liberté provisoire à Jordi SANCHEZ I PICANYOL), il estime de même : « [La conclusion selon laquelle il existe un risque de récidive] est fondée sur une appréciation d'indices reposant sur 1°) L'existence d'un contexte politique où sont encore présents les secteurs défendant explicitement l'obtention de l'indépendance de la Catalogne de manière immédiate (...) » (traduction française en pièce 13, p. 23) ;

- Et encore, quelques lignes plus loin : « *les éléments qui dénotent un risque générique de récidive sont considérés spécifiquement concernant le mis en examen qui 1°) A confirmé son engagement délictuel, en s'intégrant dans une candidature [à la présidence régionale de la Catalogne] qui a annoncé précisément sa volonté de poursuivre la méthode d'action qui lui est reprochée (...)* » (ibid., p. 23) ;
- L'extrait suivant peut encore être épinglé au sein de la même ordonnance : « *l'exercice du droit demandé [bénéficiaire d'un congé pénitentiaire pour participer à une session parlementaire susceptible de conduire à sa nomination en qualité de Président de la région catalane] ne fait que favoriser la récidive que l'on tente d'éviter, étant donné que l'activité délictuelle objet de la présente instruction s'est déployée – précisément – à partir d'actions législatives et exécutives clairement illégales (...)* » (ibid., p. 24).

Les motivations ainsi formulées par le juge LLARENA, dans le contexte des nombreuses ordonnances et décisions judiciaires qu'il a adoptées au cours des derniers mois, témoignent d'un message clair qui doit servir de toile de fond à la présente citation : la réponse pénale de l'Etat espagnol n'a vocation à être éteinte ou mitigée à l'égard des responsables catalans que si ces derniers renoncent à leur projet politique indépendantiste. C'est bien le *projet politique* même des parties citantes que Pablo LLARENA s'efforce de combattre, et non les infractions pénales que ces dernières auraient prétendument commises. Pablo LLARENA ne cesse d'assimiler le projet et les convictions politiques des parties citantes et des autres responsables catalans à un dessin pénalement répréhensible. Comme cela sera mieux développé ci-après, ceci est extrêmement dommageable à leur réputation politique et à leur honneur personnel.

Il est par ailleurs intéressant de noter que, dans le contexte d'un effort constant et d'une campagne générale visant à délégitimer la cause politique des parties citantes, le ministère de la justice espagnol publie systématiquement les décisions du juge LLARENA : le moteur de recherche du Conseil général du Pouvoir judiciaire recense ainsi pas moins de 307 entrées au verbo « *Llarena* »⁵.

21. Au sujet de la prévention pénale de détournements de fonds, l'autre grave accusation pesant sur les parties citantes, il est frappant de constater qu'une importante controverse secoue les autorités étatiques espagnoles à ce sujet.

En effet, ce détournement de fonds publics a été fermement contesté par le Ministre des Finances espagnol.

⁵

Voy. la page

<http://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Buscadores/?categoria=&actuales=&text=llarena&paginacion=10>.

Le juge LLARENA affirme dans ses décisions judiciaires que les parties citantes – et d'autres responsables catalans – ont, via l'adoption d'une loi de budget *ad hoc* au sein de l'entité catalane⁶; utilisé des fonds publics aux fins d'organiser le référendum évoqué plus tôt, et, ce faisant, procédé à un détournement de fonds publics.

La réalité est pourtant toute autre. Aucun fond public n'a été détourné ou utilisé afin de financer l'organisation du referendum, qui fut intégralement payé par des fonds privés.

Très rapidement, l'autorité nationale de contrôle des dépenses publiques en Catalogne a confirmé qu'aucun euro n'avait été détourné du budget de la Catalogne dans le cadre du référendum (pièce 14). Récemment, le Ministre des Finances espagnol lui-même a déclaré publiquement qu'il n'y avait pas eu de détournement de fonds publics. Il a ainsi concédé : « *Je ne sais pas avec quel argent ces urnes des Chinois ont été payées, ni l'entretien de Puigdemont, mais je sais qu'il ne s'agit pas d'argent public* » (pièce 15).

Curieusement, le juge LLARENA continue pourtant à alimenter cette controverse publique. Il a été jusqu'à inviter le Ministre des Finances à lui soumettre un rapport sur ses déclarations, estimant qu'elles étaient contredites par « *les sources de preuve* » dont il dispose dans le cadre de son enquête pénale (pièce 16).

Le juge LLARENA, conscient que cette controverse alimentait les doutes des juridictions allemandes dans le cadre de la question de l'exécution ou non du nouveau mandat d'arrêt européen émis à l'encontre de l'une des parties citantes, Carles PUIGDEMONT, a adressé un courrier à celles-ci, afin de les convaincre du bien-fondé des accusations de détournement de fonds publics.

22. Il est encore fondamental de relever, dans le cadre de la présente citation, que le juge LLARENA s'est aussi exprimé en tant que conférencier, sur des sujets qui dévoilent ses opinions politiques, mais aussi son parti-pris et son absence d'impartialité.

L'on peut ainsi relever, parmi ces activités extrajudiciaires mais néanmoins, soit en lien direct avec les faits reprochés aux parties citantes et la question catalane, soit sur des thématiques politiques ou juridiques plus générales :

- sa participation, en mars 2014, à un séminaire organisé par la Fondation FAES⁷. Cette fondation privée intervient en soutien au projet politique de l'ancien premier ministre AZNAR, du Parti Populaire, qui la préside (pièce 17) ;

⁶ Il est à noter que cette loi avait été immédiatement suspendue par le Tribunal constitutionnel espagnol en date du 5 juillet 2017.

⁷ Fundación para el Análisis y los Estudios Sociales, <http://www.fundacionfaes.org>.

- sa participation à une conférence à Salamanque, le 10 avril 2018, à l'invitation du concessionnaire BMW local, sur le sujet de la régularité des preuves dans un contexte pénal international (pièce 18) ;
- sa prochaine intervention dans le cadre d'un cours d'été organisé par une université madrilène⁸, sur le thème de « *la justice et la politique* ». La table ronde à laquelle il participera traitera des « *cas où les tribunaux doivent examiner la légalité des actions des pouvoirs publics, en ce compris déterminer les responsabilités pénales pour des faits commis dans la prise de décision politique délictuelle comme cela ressort de l'affrontement récent, sans précédent, d'une certaine Communauté Autonome, avec la Constitution de l'Etat* » (pièce 19) ;

Le juge LLARENA réalise des interventions publiques en dehors de sa fonction judiciaire. Il apparaît également publiquement dans des événements publics, ainsi encore, le 9 avril 2018, alors qu'il assiste à une cérémonie devant le Roi, de prestation de serment de juges à Barcelone, le juge LLARENA attire tous les regards et s'entretient publiquement et ostensiblement avec le chef des *Mossos*, Ferran López, déjà entendu en tant que témoin dans le dossier catalan qu'il instruit (pièce 20).

23. Le 22 février 2018, Pablo LLARENA est invité en tant qu'orateur lors d'une journée d'étude organisée à Oviedo par une société commerciale (Autosa BMW), au sujet des délits économiques et de la responsabilité pénale des entreprises⁹. En marge de son intervention, il donne des interviews aux journalistes présents et tient notamment les propos suivants :

“Un delito político son aquellos comportamientos que normalmente no estarían sancionados por el ordenamiento jurídico-penal y que sin embargo, por una consideración política, estos comportamientos son perseguidos. No es el caso que estamos llevando ahora en el Tribunal Supremo, se trata de comportamientos que aparecen recogidos en nuestro Código Penal y que, con independencia de cuál haya podido ser la motivación que les haya llevado a las personas a cometerlos, si es que eso ha sido así, pues tienen que ser investigados. Restringir la libertad de una persona sin que se haya declarado todavía culpable, en la eventualidad de que esto se produzca, y exclusivamente durante el tiempo en que se lleva una investigación, tiene que restringirse lo máximo posible. Por esto la decisión es tratar de terminar la investigación cuanto antes y regularizar la situación de los investigados en su propio interés y

⁸ Universidad Complutense en San Lorenzo de El Escorial.

⁹ Voy. la page <https://www.autosa.com/jornadas-responsabilidad-penal/>.

L'extrait peut être traduit comme suit :

« Les délits politiques sont les comportements qui normalement ne seraient pas sanctionnés par l'ordre juridique pénal et qui néanmoins, pour une considération politique, ces comportements sont poursuivis. Ce n'est pas le cas que nous travaillons à la Cour suprême, il s'agit de comportements qui sont inclus dans notre Code pénal et que, peu importe ce qui peut avoir été la motivation qui a conduit à des personnes à les commettre, et oui c'est ce qui s'est produit, il faut faire une enquête.

Restreindre la liberté d'une personne sans que celle-ci n'a encore été reconnue coupable, dans le cas où cela se produirait, et exclusivement pendant la durée de l'enquête, doit être limitée au maximum. C'est pourquoi la décision est d'essayer de terminer l'enquête le plus tôt possible et de régulariser la situation des personnes sous enquête dans leur propre intérêt et dans l'intérêt de toute l'opinion publique et de tous les citoyens espagnols dès que possible. »

24. Le 23 mars 2018, après avoir pourtant décidé du retrait des (premiers) mandats d'arrêt européens émis à l'encontre des parties citantes, le juge LLARENA émit de nouveaux mandats d'arrêt européens à leur encontre. Le 16 mai 2018, la Chambre du conseil près le Tribunal de première instance néerlandophone de Bruxelles décida de refuser la mise à exécution de ces mandats, après avoir constaté que leur contenu n'était pas conforme au titre de détention national. (pièce 21)

25. Les faits ainsi relatés dévoilent les actes fautifs et dommageables commis par Pablo LLARENA dans la sphère de ses fonctions juridictionnelles, mais surtout, de façon plus décisive aux fins de la présente citation, des fautes commises en marge de l'exercice de ses strictes fonctions juridictionnelles.

¹⁰ Extraits des interviews télévisées consultables sur :
<https://twitter.com/gerardsese/status/966958310590205952?lang=es>.

2. REMARQUES PRELIMINAIRES SUR LA COMPÉTENCE TERRITORIALE, LE DROIT APPLICABLE ET L'IMMUNITÉ

2.1 Compétence des juridictions belges

26. En vertu de l'article 7, 2) du Règlement 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 (dit Règlement « Bruxelles Ibis ») concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale,

« Une personne domiciliée sur le territoire d'un État membre peut être atraite dans un autre État membre (...) en matière délictuelle ou quasi délictuelle, devant la juridiction du lieu où le fait dommageable s'est produit ou risque de se produire ».

Le juge du fait dommageable est, au choix du demandeur, soit le juge du lieu où s'est produit la faute, soit le juge du lieu où s'est produit ou menace de se produire le dommage (CJCE, 30 novembre 1976, *Mines de Potasse d'Alsace*).

Les tribunaux belges sont donc compétents en l'espèce, étant entendu que seule la partie du dommage subie de façon directe et immédiate en Belgique est ici réclamée (CJCE, 7 mars 1995, *Shevill* et CJCE, 19 septembre 1995, *Marinari*).

2.2 Droit espagnol applicable

27. En vertu de l'article 1.2.g du Règlement 864/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 (dit Règlement « Rome II ») sur la loi applicable aux obligations non contractuelles, sont exclues du champ d'application dudit Règlement les obligations non contractuelles découlant d'atteintes à la vie privée et aux droits de la personnalité, y compris la diffamation.

Par conséquent, la question du droit applicable est réglée par le Code belge de droit international privé (« CODIP »).

En vertu de l'article 99, §2 du CODIP : *« l'obligation dérivant d'un acte de diffamation ou d'une atteinte à la vie privée ou aux droits de la personnalité est régie par le droit de l'Etat sur le territoire duquel le fait générateur ou le dommage est survenu ou menace de survenir, au choix du demandeur.*

15^{ème} feuillet

à moins que la personne responsable n'établisse qu'elle ne pouvait pas prévoir que le dommage surviendrait dans cet Etat ».

En l'espèce, les parties citantes font choix du droit espagnol, droit de l'Etat sur le territoire duquel le fait générateur est survenu.

2.3 Le cité ne jouit d'aucune immunité judiciaire

28. Le cité exerce certes la fonction de magistrat auprès du *Tribunal Supremo* de Madrid. Conformément au droit espagnol applicable, il ne jouit cependant d'aucune immunité judiciaire dans le cas présent, l'action étant fondée sur une faute civile commise en-dehors de l'exercice de ses fonctions.

En effet, si le droit espagnol prévoit une procédure contentieuse administrative particulière pour engager la responsabilité civile des juges pour les fautes commises dans le cadre de leurs fonctions (procédure qui ne peut être activée que par l'Etat espagnol), il n'existe par contre aucune règle dérogatoire en matière de responsabilité quasi-délictuelle pour les fautes commises par les magistrats en dehors de l'exercice de leurs fonctions. Ces derniers ne peuvent se prévaloir dans ce cas d'aucune immunité et sont considérés comme des citoyens ordinaires.

3. GRIEFS

3.1 Fondement légal de l'action en droit espagnol

29. Les principes fondamentaux en matière de responsabilité extracontractuelle en droit espagnol sont similaires aux principes belges.

La matière est traitée à l'article 1902 Code Civil espagnol, qui dispose que « *tout qui, par action ou omission, cause un dommage à autrui, par faute ou négligence, est obligé à réparer le dommage provoqué* »¹¹.

¹¹ Artículo 1902 Código Civil : « *El que por acción u omisión causa daño a otro, interviniendo culpa o negligencia, está obligado a reparar el daño causado* ».

30. Pour que la responsabilité quasi-délictuelle d'une personne puisse être retenue sous l'empire de cet article, la victime doit prouver comme en droit belge l'existence d'une faute, d'un dommage, et d'un lien de causalité entre ceux-ci.

Les conditions posées par la jurisprudence espagnole sont classiquement :

- 1) une condition subjective : l'existence d'une action ou d'une omission générant un comportement imprudent ou négligent imputable à la personne ou à l'entité contre laquelle l'action est dirigée ;
- 2) une condition objective : la réalité d'un dommage ; et
- 3) la relation causale entre le dommage et le manquement¹².

3.2 Faute

31. Les propos tenus devant la presse à Oviedo, par le juge LLARENA, trahissent sa partialité et son acharnement, tout comme les actes judiciaires qu'il a posés à l'égard des parties citantes. A l'occasion de ces actes de procédure émis dans le cadre de l'enquête pénale (*e.a.* retrait du mandat d'arrêt européen, refus d'émission d'un mandat d'arrêt européen à l'occasion d'un voyage du Président PUIGDEMONT au Danemark en janvier 2018, ordonnances de refus de mise en liberté des personnes restées en Espagne, controverse publique avec le Ministre espagnol des Finances, ordonnance d'inculpation du 23 mars 2018, émission d'un nouveau mandat d'arrêt européen, « dialogue » avec les autorités judiciaires belges et allemandes afin de les convaincre du bien-fondé de la remise), le juge LLARENA a participé aux violations flagrantes de la présomption d'innocence, de la liberté d'action politique, montrant sa partialité et sa participation à la construction d'une campagne médiatique visant à décrédibiliser les parties citantes et leur causant un grave préjudice.

En effet, les parties citantes, membres du Gouvernement catalan en exil, sont décrites comme des « *rebeldes violentos* » et des « *fraudeurs publics* » ayant « *commis des délits d'une très grande gravité* »¹³.

32. L'accusation de « *rébellion* » est l'objet de nombreux débats. On rappelle que ce qui est reproché pénalement est l'organisation d'un referendum, et les « faits pénaux » concernent exclusivement des actes réalisés soit en tant que député (c'est-à-dire voter des lois au sein du

¹² Tribunal Supremo, chambre civile, section 1, Rec 942/2003 du 29 octobre 2008, disponible sur <https://www.iberley.es/temas/responsabilidad-civil-extracontractual-codigo-civil-60141>.

¹³ Déclaration du Ministre de l'Intérieur espagnol Juan Ignacio ZOIDO, 4/12/2017.

17^{ème} feuillet
Parlement catalan afin d'organiser le referendum), soit des actes réalisés en tant que ministres du
Gouvernement catalan (soit le fait de prendre des décisions et mesures afin d'organiser ce
referendum).

Il s'agit à l'évidence d'imputer des infractions politiques inexistantes car il ne s'agit pas d'infractions
mais d'actes accomplis dans le cadre des fonctions de parlementaire ou de ministre.

Le Gouvernement suisse ne s'y est d'ailleurs pas trompé, ayant, à l'occasion de l'exil de deux députés
catalans vers cet Etat, lesquels étaient également poursuivis dans le cadre de cette même instruction,
officiellement déclaré, avant toute demande espagnole, qu'il était inutile de demander leur extradition,
s'agissant manifestement d'infractions politiques, à supposer les faits établis (*quod non*) (pièce 22).

33. La question du caractère politique des infractions (à les supposer établies – *quod non*), et des
problématiques connexes, telles que l'immunité qui s'attache aux actes commis par des responsables
politiques dans l'exercice de leurs fonctions, est le cœur de l'enquête pénale qui concerne les parties
citantes en Espagne. Le juge pénal espagnol tranchera cette question relative à la culpabilité, lorsqu'il
sera saisi.

Toute prise de position à ce sujet par un quelconque organe de l'Etat espagnol est non seulement
prématurée, mais également fautive.

34. D'autre part, la qualification de « rébellion » en droit pénal espagnol impose l'usage d'une
« violence » importante qui doit pouvoir être imputée directement aux personnes qui se rebellent.

On rappelle que cent-vingt professeurs espagnols de droit pénal ont affirmé, à l'occasion d'une carte
blanche, que la qualification de rébellion était manifestement non applicable dans le cas du
referendum catalan (pièce 3).

C'est la direction qu'a également prise la haute cour du Schleswig-Holstein en date du 6 avril 2018,
qui se prononçait sur une demande de remise du Président PUIGDEMONT, « en transit » en
Allemagne. Ce tribunal a en effet considéré que l'existence de « violence », « élément constitutif »
essentiel pouvant justifier une extradition pour la qualification de rébellion, faisait manifestement
défaut en l'espèce (pièce 23).

35. Accuser les parties citantes d'être des rebelles selon le code pénal espagnol, blesse
manifestement leur honneur, leur intégrité politique et morale, et le fondement même de leur action
politique.

Le processus indépendantiste catalan est en effet un processus de changement politique guidé par la non-violence, intitulé dans la littérature politique indépendantiste catalane « *la révolution des sourires* » (pièce 24).

36. L'objet de la présente action n'est pas de voir le juge civil belge se prononcer *a priori* sur le bien-fondé de l'action pénale en cours en Espagne. Néanmoins, il est essentiel de garder à l'esprit ce contexte politique et de répression judiciaire, au moment d'évaluer la faute civile commise par le juge Pablo LLARENA, en-dehors de l'exercice de ses fonctions juridictionnelles.

37. Enfin, pour les raisons mieux développées plus tôt et tenant au fait qu'aucuns fonds publics n'ont été utilisés pour organiser le referendum (*supra*, para 21 de la présente citation), les qualifications de « *malversation* » et de « *détournement de biens publics* » doivent également s'analyser avec la plus grande précaution.

38. Les propos tenus publiquement par le cité devant de nombreux journalistes et caméras de télévision (voy. notamment *supra*, para. 23 de la présente citation) interviennent dans ce cadre d'une extrême complexité et sensibilité. Ces propos trahissent les objectifs du cité, portent atteinte à l'honneur des parties citantes et violent la présomption d'innocence.

39. Le juge LLARENA a en effet déclaré, à l'occasion d'une interview :

« Les délits politiques sont les comportements qui normalement ne seraient pas sanctionnés par l'ordre juridique pénal et qui néanmoins, pour une considération politique, ces comportements sont poursuivis. Ce n'est pas le cas que nous travaillons à la Cour suprême, il s'agit de comportements qui sont inclus dans notre Code pénal et que, peu importe ce qui peut avoir été la motivation qui a conduit à des personnes à les commettre, et oui c'est ce qui s'est produit, il faut faire une enquête. »

Le cité a pris position publiquement, de manière claire et précise, au sujet du caractère politique des infractions qu'il reproche aux parties citantes dans le cadre de l'enquête pénale qu'il diligente. Il énonce en effet que l'affaire qu'il instruit ne concerne pas des infractions politiques. Cette question devra pourtant faire l'objet d'une discussion judiciaire devant le juge pénal espagnol, au terme de l'instruction, lorsque le juge du fond sera saisi de la question de l'établissement des faits et de leur qualification pénale. Les parties citantes considèrent que les faits commis (en résumé : participer au vote de lois en tant que députés, et assurer leur mise en œuvre en tant que ministres) sont des « *comportement, qui normalement ne seraient pas sanctionnés par l'ordre juridique pénal et qui néanmoins, pour une considération politique, ces comportements sont poursuivis** », la considération politique étant la criminalisation de l'action politique dissidente des mandataires indépendantistes catalans, aux fins d'exclusion de l'action politique par l'emprisonnement ou la condamnation pénale.

En tenant de tels propos, le cité a sciemment contrevenu à la loi.

3.3 Dommage et lien de causalité

40. Les propos tenus par le cité ont causé un dommage certain aux parties citantes, qui subissent toutes les cinq une atteinte à leur réputation et à leur honneur, et participent à une campagne visant à décrédibiliser leur action politique, que ce soit en Espagne, ou en Belgique, où ils furent soumis aux contraintes de la mise en œuvre d'un premier mandat d'arrêt européen en novembre 2017, mais préparant également la mise en œuvre du second mandat d'arrêt européen, délivré le 23 mars 2018.

41. En tout état de cause, la théorie de l'équivalence des conditions établit que si un dommage résulte d'une pluralité de causes dont une faute, l'auteur de celle-ci sera tenu à la réparation intégrale du dommage causé¹⁴.

Dès lors, en vertu de la théorie de l'équivalence des conditions, bien que le dommage résulte d'une pluralité de causes liées à la mise en œuvre de l'action pénale en Espagne, la faute du juge LLARENA a participé à la mise en œuvre d'un climat délétère en violation flagrante des règles présidant à la présomption d'innocence, et Pablo LLARENA est dès lors tenu à la réparation intégrale du dommage causé en Belgique.

La jurisprudence de la Cour de cassation confirme, par exemple, qu'il n'appartient pas au juge du fond de se fonder sur l'état pathologique antérieur de la victime pour réduire, en proportion de cet état, l'indemnisation du dommage qu'elle a subi par la suite d'une faute sans laquelle le préjudice ne se serait pas produit tel qu'il s'est réalisé¹⁵.

En l'espèce, d'une part, le juge LLARENA, dans le cadre de son action judiciaire, a adopté des comportements reflétant sa partialité et son partis-pris, mais, d'autre part, la campagne médiatique de dénigrement systématique et violent à l'encontre des parties citantes, par tous les organes de l'Etat (gouvernement, chef de l'Etat, associations de juges et de procureurs) a été renforcée par la participation immédiate et fautive, par le juge chargé de l'enquête, à ces déclarations violant manifestement la présomption d'innocence.

¹⁴ B. DUBUISSON, *Droit des obligations, délits et quasi-délits*, TII, 2000-2001, p. 144) ; 16 Cass., 2 février 2011, RG n° P10.160.1.F, *Pas.*, 2011, p. 394 ; Cass, 17 mai 1990, *Pas.*, I, 1064 ; 17 ; VAN OMMESLAGHE, *Droit des obligations*, T III, Bruylant, 2010, p. 1586.

¹⁵ Cass., 2 février 2011, RG n° P10.160.1.F, *Pas.*, 2011, p. 394 ; Cass, 17 mai 1990, *Pas.*, I, 1064 ; 17 VAN OMMESLAGHE, *Droit des obligations*, T III, Bruylant, 2010, p. 1586.

Dans cette mesure, l'action fautive de Pablo LLARENA a au moins en partie été la cause de ce dommage.

INVENTAIRE

- 1) "El Gobierno Impide por la fuerza el referendum ilegal" El Pais, 2/10/2017.
- 2) "La Catalogne après le referendum: on est au bord de la guerre civile", L'Obs, 2/10/2017.
- 3) Manifeste de plus de cent professeurs espagnols de droit pénal, « Legalidad penal y proceso independista », 9/11/2017 et "Over 100 Spanish penal law professors against judges's "lack of restraint" against Catalans, 10/11/2017.
- 4) Tribunal Suprême d'Espagne, Décision d'ajournement, 2/11/2017.
- 5) Tribunal Suprême d'Espagne, Décision de libération sous caution.
- 6) Conclusions de synthèse déposées devant la chambre du conseil du Tribunal de première instance néerlandophone de Bruxelles le 4 décembre 2017 (133 pages).
- 7) Tribunal Suprême d'Espagne, Décision de retrait des mandats d'arrêt européens, 5/12/2017.
- 8) "Pablo Llarena, Président de l'Espagne", éditorial, El Periodico, 14/4/2018.
- 9) Comité des Droits de l'Homme des Nations-Unies, Mesure Provisoire, JORDI SANCHEZ c./ Espagne, 23/3/2018.
- 10) Cabinet Jus Cogens, Inventaire des violations des droits fondamentaux imputables aux autorités espagnoles, Mai 2018, 37 pages.
- 11) Tribunal Suprême d'Espagne, Ordonnance refusant le bénéfice de la mise en liberté provisoire à Joaquim FORN CHLARIELLO, 2/2/2018.
- 12) Tribunal Suprême d'Espagne, Ordonnance refusant la mise en liberté provisoire de Jordi SANCHEZ I PICANYOL, 6/2/2018.
- 13) Tribunal Suprême d'Espagne, Ordonnance refusant la mise en liberté provisoire de Jordi SANCHEZ I PICANYOL, 9/3/2018.
- 14) Certificat de l'autorité nationale de contrôle des dépenses, 15/11/2017.
- 15) "I don't know how they paid for the ballot boxes, but not with public funds", Catalan News, 16/4/2018, <http://www.catalannews.com/politics/item/i-don-t-know-how-they-paid-for-the-ballot-boxes-but-not-with-public-funds>
- 16) Tribunal Suprême d'Espagne, « Providencia » invitant le Ministre des Finances à lui soumettre un rapport sur ses déclarations, estimant qu'elles étaient contredites par « *les sources de preuve* » dont il dispose dans le cadre de son enquête, 18/4/2018.
- 17) "El juez Llarena hablará sobre "Justicia y política », El Confidencial, 4/5/2018, https://www.elconfidencialdigital.com/muy_confidencial/el_chau-chau/juez-Llarena-hablara-justicia-politica_0_3141285859.html

- 18) "Llarena pide «reformular o matizar» la postura española sobre las pruebas judiciales obtenidas ilícitamente», El Norte de Castilla, 10/4/2018, <http://www.elnortedecastilla.es/salamanca/llarena-pide-reformular-20180410211843-nt.html>
- 19) Page du site Internet de la Fondation Faes, consulté le 01er juin 2018, <http://www.fundacionfaes.org/es/prensa/45108/gallardon-anuncia-que-la-audiencia-nacional-se-reforzara-con-nuevas-competencias>
- 20) "Llarena concentra las miradas en el acto del Rey en Barcelona », La Vanguardia, 9/4/2018, <http://www.lavanguardia.com/politica/20180409/442377148814/pablo-llarena-miradas-acto-rey-barcelona.html>
- 21) Tribunal Première instance Bruxelles, Chambre du Conseil, 16/5/2018.
- 22) "La Suisse n'extradera pas l'autonomiste catalane", 20min.ch, 21/2/2018.
- 23) Décision de la haute cour du Schleswig-Holstein, 6/4/2018.
- 24) "La révolution pacifique de Catalogne: comment comprendre?", Angel Argiles, Mediapart, 5/10/2017.

SI EST-IL QUE,

L'an deux mil dix-huit, le cinq juin

A LA REQUÊTE DE :

1/ Madame **Maria Meritxell SERRET ALEU**, née à Vallfogona De Balaguer le 19/06/1975, résident Rue Lesbroussart, 31/33 à 1050 Bruxelles faisant élection de domicile pour les besoins de la cause au cabinet de l'un de ses conseils, Maître Christophe MARCHAND,

2/ Monsieur **Antoni COMIN OLIVERES**, né à Barcelone le 07/03/1971, résident Rue des Flamands, 41 à 3000 Louvain faisant élection de domicile pour les besoins de la cause au cabinet de l'un de ses conseils, Maître Christophe MARCHAND,

Ayant tous deux pour conseils :

- Maître **Christophe MARCHAND**, Avocat, dont le cabinet est établi à 1000 BRUXELLES (Belgique), Rue Marché au Charbon, 83, (cm@juscogens.be);

- Maître **Michèle HIRSCH**, Avocat, dont le cabinet est établi à 1050 BRUXELLES (Belgique), Avenue Louise, 290, (sec.mh@hvlaw.eu);

- Maître **Gonzalo BOYE TUSET**, Avocat au Barreau de Madrid, dont le cabinet est établi à 28028 MADRID (Espagne), Calle Pilar de Zaragoza, 9, (g.boyeb@be-abogados.com);

3/ Monsieur **Carles PUIGDEMONT CASAMAJO**, né à Amer le 29/12/1962, résident Avenue de l'Avocat, 34 à 1410 Waterloo faisant élection de domicile pour les besoins de la cause au cabinet son conseil,

4/ Madame **Clara PONSATI OBIOLS**, née à Barcelone le 19/03/1957, résident 3 Woodburn House, Woodburn Pl, St Andrews Fife KY16 8LA, faisant élection de domicile pour les besoins de la cause au cabinet de son conseil,

5/ Monsieur **Lluís PUIG GORDI**, né à Terrassa (Barcelone) le 18/10/1959, résident Rue Charles Quint 74 à 1000 Bruxelles faisant élection de domicile pour les besoins de la cause au cabinet de son conseil,

Ayant tous trois pour conseil Maître **Paul BEKAERT**, Avocat, dont le cabinet est établi à 8700 TIELT (Belgique), Hoogstraat, 34, (paul.bekaert@advocaatbekaert.be);

Je soussigné **Hugues HELLEBAUT**,
Huissier de Justice de résidence à 1050 IXELLES (Belgique), Boulevard de la Cambre, 3 / 34

AI DONNÉ CITATION A :

Monsieur **Pablo LLARENA CONDE**, magistrat, né à Burgos le 26/01/1963, de résidence à 28071 Madrid \ ESPAGNE, Tribunal Supremo, Plaza Villa Paris, s/n,

- SIGNIFIANT MON EXPLOIT COMME INDIQUE CI-APRES-

A COMPARAITRE LE :

MARDI QUATRE SEPTEMBRE 2018 à 09.00 HEURES du matin, devant la PREMIERE CHAMBRE du TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE FRANCOPHONE DE BRUXELLES, siégeant en la SALLE 7, Immeuble QB 13, rue des Quatre-Bras, 13, à 1000 BRUXELLES (Belgique)

AUX FINS DE :

Entendre déclarer la présente action recevable et fondée.

Entendre condamner Monsieur **Pablo LLARENA CONDE** à payer à chacune des parties citantes la somme de 1,00 € à titre de réparation de leur dommage moral ;

Entendre condamner le cité aux dépens, en ce compris l'indemnité de procédure visée à l'article 1022 du Code judiciaire.

Entendre déclarer le jugement à intervenir exécutoire par provision, nonobstant tous recours et sans caution et nonobstant toute offre de cantonnement;

Sous toutes réserves généralement quelconques et sans reconnaissance préjudiciable et notamment sous réserve de majoration ou de diminution du montant de la demande en cours d'instance, s'il échet.

Demande fondée sur les motifs repris aux attendus qui précèdent, les lois en la matière et sur tous autres moyens de fait comme de droit à faire valoir en cours d'instance, s'il échet.

Et pour que le destinataire n'en ignore, mais attendu qu'il réside sur le territoire du Royaume d'Espagne, État membre de l'Union européenne, et qu'aucune résidence ni domicile élu du destinataire ne me sont connus en Belgique, j'ai, huissier de justice susdit et soussigné,

en vertu de l'article 4 du Règlement (CE) N° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007, relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, et abrogeant le règlement (CE) N° 1348/2000 du Conseil.

transmis, sous pli recommandé avec accusé de réception, déposé ce jour au bureau de poste à Ixelles (Belgique),

23^{ème} feuillet

- A. deux copies de mon présent exploit, conformément à l'article 4(5) du Règlement susdit,
- B. chaque copie accompagnée d'une traduction en espagnol
- C. le tout accompagné d'une demande de signification (formulaire-type) en espagnol,

A

JUZGADO DECANO EXCLUSIVO DE MADRID
Plaza de Castilla, 1
28046 Madrid
ESPAGNE

avec prière:

1. d'adresser à la réception de l'acte, par les moyens les plus rapides, un accusé de réception à l'entité d'origine, à savoir l'huissier de justice instrumentant soussigné, dans les meilleurs délais et en tout cas, dans les sept jours qui suivent cette réception en utilisant le formulaire type adéquat, conformément à l'article 6(1) du Règlement ;
2. de transmettre l'acte, pour la signification duquel elle n'est pas territorialement compétente, ainsi que la demande, à l'entité requise territorialement compétente du même État membre, qui, elle, en informera l'entité d'origine au moyen du formulaire type, conformément à l'article 6 (4);
3. de procéder ou de faire procéder à la signification de l'acte dans les meilleurs délais et s'il n'a pas été possible de procéder à la signification dans le délai d'un mois, d'en informer l'entité d'origine, en application de l'article 7 (2), au moyen du certificat prévu à l'article 10;
4. lorsque les formalités relatives à la signification auront été accomplies, d'établir une attestation au moyen du formulaire type et de l'adresser à l'entité d'origine, avec une copie de l'acte signifié, conformément aux dispositions de l'article 10;
5. d'aviser le destinataire qu'il peut refuser l'acte à signifier s'il est rédigé dans une langue autre que la langue officielle de l'État membre requis et d'informer immédiatement l'entité d'origine que le destinataire refuse de recevoir l'acte conformément au § 1 de l'article 8 et ce au moyen de l'attestation visée à l'article 10 et en ce cas, de retourner la demande ainsi que les pièces dont la traduction est demandée;

Et attendu qu'en vertu de l'article 14 du Règlement, chaque État membre a la faculté de procéder directement par la poste à la signification des actes judiciaires aux personnes résidant dans un autre État membre, j'ai, huissier de justice susdit et soussigné, envoyé à l'adresse du destinataire une copie de mon présent exploit, accompagnée d'une traduction en espagnol déposée ce jour sous pli recommandé avec accusé de réception, au bureau de poste à Ixelles (Belgique), l'enveloppe portant les inscriptions suivantes :

ENVOI RECOMMANDÉ AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Monsieur Pablo LLARENA CONDE
Tribunal Supremo
Plaza Villa Paris, s/n
28071 Madrid
ESPAGNE

Et j'ai annexé les récépissés des envois recommandés mentionnés ci-dessus à l'original de mon présent exploit.

Et, à titre subsidiaire, attendu qu'il ne m'a pas été possible de vérifier l'exactitude de l'adresse du destinataire du présent exploit et que les démarches décrites ci-dessus pourraient ne pas aboutir, j'ai en outre, pour toute sûreté, signifié une copie du présent exploit à Monsieur Le Procureur du Roi de Bruxelles, étant en son Parquet sis à 1000 BRUXELLES (Belgique) rue des Quatre Bras, n° 2/4 (Bâtiment Portalis), et y parlant à :

Monsieur Paul SARRAS
Martine de Feymb-

(hu.)

(Substitut) ainsi déclaré, qui a visé mon original pour réception de la copie.

(01 09 heures 57)

Sous toutes réserves.

Dont acte. Coût : quatre cent septante-deux euros et cinquante-cinq cents,

L'Huissier de Justice.

FF*	133,24
FF/5*	79,95
VACS*	12,01
PC*	9,39
PORT*	28,92
FBAJ	100,00
ENR	50,00
TPL	3,70

T/HTVA	417,21
*21&TVA	55,34

T/TVAC	472,55
--------	--------

*FRL	100,00
------	--------

(Large handwritten signature)

Droits d'enregistrement – Application de l'art. 8 bis du C. Enr. Droits d'enregistrement: 50 €

TRADUCCIÓN JURADA N° 062218

Hugues Hellebaut

Lic. Jur.

Agente judicial

Soc. Civ. S.N.C. HELLEBAUT & PETRE

N° IVA / BCE: 0839.637.542

1050 IXELLES, Boulevard de la Cambre, 3 boîte 34

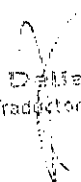
✉ huissier.hellebaut@gmail.com

☎ 02/742.26.08

☎ 02/346.80.83

BE65-0688-9638-3996 GKCCBEBB

Oficinas abiertas de 10:30h a 12:30h


Della Savedra Bosque
Traductora-Intérprete Jurada de FRANCÉS
N° 2515

Ref.: A551-18 / MB

Letrado D. Christophe MARCHAND – Letrada D^a Michèle HIRSCH – Letrado D. Gonzalo BOYE

TUSET – Letrado D. Paul BEKAERT

SERRET ALEU Maria Meritxell - COMIN OLIVERES Antoni / LLARENA CONDE Pablo

CITACIÓN

MOTIVOS

0. OBJETO DE LA PRESENTE CITACIÓN

Desde hace bastantes años, los miembros de minorías que persiguen una acción política a favor de la independencia de su región sufren en España violaciones sistemáticas de sus derechos fundamentales. Lo demuestran numerosos informes y decisiones de jurisdicciones internacionales. Estos mecanismos se han producido de nuevo en ocasión de la represión emprendida durante el referéndum sobre la independencia de Cataluña del pasado 1 de octubre de 2017. Los mismos han sido documentados por distintas fuentes independientes. El sistema judicial español ha sido hasta el momento incapaz de tratar la cuestión catalana de manera imparcial. Y lo mismo se puede decir en cuanto al respeto a la presunción de inocencia, pero también en cuanto a los demás derechos fundamentales, tales como el derecho a ejercer libremente una carga política, o el de no ser perseguido por su acción política como miembro de un gobierno o de un parlamento regional. Distintas jurisdicciones de España han tomado numerosas decisiones judiciales realizando múltiples violaciones incompatibles con los valores que fundamentan la Unión Europea.

El juez Pablo LLANERA es el juez instructor, miembro del Tribunal Supremo ("Tribunal de Casación"), que lleva principalmente la investigación penal a cargo de las partes demandantes. Ha dictado múltiples decisiones judiciales que han demostrado claramente su parcialidad, la violación de la presunción de inocencia y de otros derechos fundamentales. Dichas violaciones serán objeto de compensaciones adecuadas llegado el momento oportuno.

El juez LLANERA ha cometido, no obstante, una falta al margen de su función jurisdiccional, poniendo de manifiesto sin ambigüedad alguna las ilegalidades denunciadas anteriormente. El objeto de la presente citación es condenar al juez LLANERA a 1 euro simbólico por dicha falta.

Las partes demandantes vivían en Bélgica en el momento de haberse cometido esta falta, teniendo lugar el daño allí. Esto justifica la competencia territorial de las jurisdicciones belgas conforme a la normativa de la Unión Europea. El daño y el vínculo de causalidad por lo tanto deberán ser analizados conforme al derecho belga.

Della Soavegra Soesque
Traductora e-Intérprete Jurada de FRANCÉS
Nº 2815

Como la falta se ha producido en España, esta deberá ser analizada conforme al derecho español de responsabilidad extracontractual.

1. ANTECEDENTES

1. Durante las elecciones autonómicas del pasado 27 de octubre de 2015 en Cataluña, los partidos independentistas obtuvieron la mayoría parlamentaria con la mayor participación de la historia de las elecciones en Cataluña (77%). Los partidos independentistas Junts per Catalunya (JxS) y la CUP obtuvieron un resultado del 47,7% (39,5% para JxS y 8% para la CUP), correspondiendo a aproximadamente dos millones de votos. Dichos votos dieron la mayoría absoluta a los partidos independentistas en el Parlamento (72 escaños sobre los 135)¹. Desde estas elecciones, la mayoría parlamentaria emanada de los partidos independentistas ha intentado aplicar su programa electoral: la independencia de Cataluña.

2. JxS y la CUP nunca han ocultado sus objetivos políticos. Hicieron abiertamente una campaña sobre el tema de la independencia. Nunca han sido prohibidos o disueltos por la autoridad central española. Asimismo, asociaciones culturales como la Asamblea Nacional Catalana («ANC») y Omnium Cultural («Omnium») nunca han sido prohibidas, sancionadas o disueltas por su apoyo al proceso soberanista.

Desde hace varios años, y cada 11 de septiembre, con motivo del Día de Cataluña, casi un millón y medio de personas se concentran para pedir la independencia de Cataluña. Este día es organizado por varios colectivos y asociaciones catalanas, entre las cuales están el ANC y Omnium. Estas manifestaciones siempre han sido pacifistas y nunca han sido prohibidas.

3. El 10 de enero de 2016, Carles Puigdemont fue nombrado Presidente de la Generalitat de Cataluña con el apoyo de 70 parlamentarios sobre los 135 que forman el Parlament. Dos de las partes demandantes, los consejeros Toni Comin y Meritxell Serret, toman posesión de su cargo como miembros del Gobierno catalán en enero de 2016. Dos de las otras partes demandantes, los consejeros Lluís Puig y Carla Ponsatí, se unen al gobierno en julio de 2017.

En lugar de declarar la independencia 18 meses después de las elecciones (tal y como lo preveía el programa electoral que, recordémoslo, nunca ha sido declarado ilegal por el Estado español), se decidió organizar previamente un referéndum sobre la independencia de Cataluña.

¹ La mayoría absoluta exige un mínimo de 68 diputados. Los resultados precisos están disponible en: <https://eleccions.ara.cat/parlament-27s>.

4. El 9 de noviembre de 2015, el Parlamento aprueba la «declaración de inicio del proceso de independencia». Durante el año 2016, y de acuerdo con el programa electoral, se realizaron diferentes etapas del proceso de independencia. El 9 de junio de 2017, se establece la fecha del referéndum para el 1 de octubre de 2017. El 31 de julio de 2017, la «Proposición de ley sobre el referéndum de autodeterminación» fue presentada ante el Parlamento por los grupos parlamentarios CUP y JxS. El 6 de septiembre de 2017, el texto fue aprobado por 72 diputados. La ley se basa en el derecho consuetudinario, que confiere a los pueblos el derecho a la autodeterminación, y en los tratados internacionales ratificados por España, que también reconocen este derecho de manera expresa. La ley precisa que prevalece jerárquicamente sobre cualquier otra norma nacional contraria, entre ellas la Constitución española. El Gobierno catalán firma seguidamente el decreto de convocatoria oficial del referéndum de acuerdo con la ley del 6 de septiembre de 2017.

5. El 8 de septiembre de 2017, se abre una investigación a instancias de la Fiscalía del Tribunal Superior de Justicia de Cataluña contra los miembros del Gobierno catalán por haber firmado el decreto de convocatoria del referéndum. Las tres infracciones contempladas son la desobediencia, la prevaricación y el desvío de fondos públicos.

El 20 de septiembre de 2017, 14 altos funcionarios y técnicos de la Generalitat fueron repentinamente arrestados a petición del juez de instrucción del Juzgado de Primera Instancia número 13 de Barcelona. Se realizaron numerosos registros en los edificios de la Generalitat, a petición del mismo juez. Decenas de miles de personas se concentraron durante horas para protestar pacíficamente contra las detenciones y los registros. Contrariamente a lo que se sostiene en las órdenes de detención europeas que serán expedidas posteriormente (ver a continuación párrafo 13 de la presente citación), las partes demandantes no han desempeñado ningún papel en estas concentraciones espontáneas.

6. La semana del 25 de septiembre de 2017, el Gobierno español ha enviado entre 5.000 y 8.000 agentes de la Policía Nacional para impedir la celebración del referéndum. El Gobierno español teme que los *Mossos* -agentes de policía autonómica-, que dependen de la Generalitat, la cual organiza el referéndum, no ejecuten la decisión del Gobierno español de detenerlo. Sin embargo, los *Mossos d'Esquadra*, que pertenecen a la policía judicial, han obedecido las instrucciones que les han sido dadas para impedir la celebración del referéndum y han confiscado las papeletas y el material electoral.

El voto del referéndum tiene lugar de manera completamente pacífica² el 1 de octubre de 2017. Unos 8.000 policías fueron desplegados por el Gobierno español. La Policía nacional y la Guardia Civil entraron violentamente en los centros de votación (generalmente escuelas) para impedir el derecho de

² Contrariamente a los que sostienen las órdenes de detención, la concentración de ciudadanos constituye el ejercicio de la libertad de asociación y no se puede comparar con un acto de violencia. Además, el Gobierno catalán no resultaba ser de forma alguna el causante de estas concentraciones espontáneas y pacíficas.

voto de los ciudadanos. En numerosas ocasiones, han dañado las instalaciones de voto, intimidado y violentado a numerosos electores. Más de 1.000 personas han necesitado asistencia médica. Numerosas reclamaciones fueron presentadas por ciudadanos víctimas de dichos actos. Varios observadores internacionales y nacionales recogieron pruebas de esta violencia. Multitud de archivos de vídeo y testimonios de víctimas han acreditado la violencia policial durante el 1 de octubre de 2017.

7. El «sí a la independencia» ha ganado finalmente con el 90% de los votos emitidos, con un porcentaje de participación del 42,4% del electorado (documentos 1 y 2).

8. El 3 de octubre de 2017, el Rey de España rompe su silencio y ataca a los Catalanes en estos términos: « *Las autoridades catalanas han incumplido de manera sistemática las normas aprobadas legalmente, demostrando una deslealtad inadmisibile hacia los poderes del Estado*»³.


9. El 10 de octubre de 2017, una de las partes demandantes, Carles Puigdemont, en aquel entonces Presidente de Cataluña, pide al Parlamento catalán que suspenda la declaración de independencia, con la esperanza de reabrir el diálogo con el Gobierno español. El 17 de octubre de 2017, la ley de 6 de septiembre de 2017 que organiza el referéndum es declarada inconstitucional por el Tribunal Constitucional español, tras un recurso interpuesto por el Gobierno español. El 21 de octubre de 2017, el Gobierno español inicia un procedimiento para poner la gestión de Cataluña bajo su tutela, basándose en el artículo 155 de la Constitución española.

10. El 27 de octubre de 2017, el Parlamento catalán declara formalmente la independencia. No se trata de la adopción de una ley, sino de la lectura formal de un texto que constata el voto de los ciudadanos en el referéndum del 1 de octubre de 2017. El Gobierno catalán no participa en este acto. Una «resolución» que concretiza los efectos jurídicos de la Declaración es posteriormente votada por el Parlamento⁴. Una vez más, el Gobierno catalán no participa.

El mismo día, y unas horas más tarde, el Senado español aprueba la aplicación del artículo 155 de la Constitución. Aún en el mismo día, el Primer Ministro español pronuncia un duro discurso respecto a los miembros del Gobierno catalán y la pretendida ilegalidad de sus actos. El Gobierno catalán es inmediatamente destituido. Todas sus competencias son transferidas al Gobierno español. Las competencias del Presidente catalán - entre las cuales se encuentra la de convocar elecciones en el Parlamento catalán- son transferidas al Primer Ministro español. Este último disuelve el Parlamento catalán y convoca elecciones para el 21 de diciembre de 2017.

³ Ver página web <https://fr.express.live/2017/10/03/roi-despagne-autorites-catalanes-ont-preuve-dune-deloyaute-inadmissible/>.

⁴ La ley es votada de forma secreta por 70 votos a favor sobre una mayoría de 72.


Carlos Escudero Bercego
Tribunal Constitucional de España
27/10/17

Ningún acto gubernamental es realizado por los miembros del Gobierno catalán desde la declaración formal de independencia.

11. El 30 de octubre de 2017, el Fiscal General pide la reapertura de una instrucción contra los miembros del Gobierno catalán ante la Audiencia Nacional nº 3 y contra los miembros independentistas del Parlamento catalán ante el Tribunal Supremo, considerando que solo estos últimos gozan de una inmunidad parlamentaria y en este sentido deben presentarse ante el Tribunal Supremo.

Las dos acusaciones contemplan las prevenciones de rebelión, sedición (a título subsidiario) y desvío de fondos públicos.

Conviene observar que además de la Audiencia Nacional nº 3 y el Tribunal Supremo, otras dos jurisdicciones fueron declaradas competentes en este asunto, siendo cuatro el número de jurisdicciones españolas encargadas, de un modo u otro, de instruir los hechos atribuidos a las partes demandantes:

- El Juzgado de instrucción nº 3 de la Audiencia Nacional de Madrid;
- El Tribunal Supremo español;
- El Tribunal Superior de Justicia de Cataluña; y
- El Juzgado de instrucción núm. 13 de Barcelona.

12. El 31 de octubre de 2017, la juez de instrucción LAMELA DIAZ de la Audiencia Nacional núm. 3 toma a su cargo formalmente la acusación del Fiscal General e inicia una instrucción, cuando su competencia es impugnada por la doctrina española más autorizada (documento 3). El mismo día, cita al conjunto de los miembros del Gobierno catalán a declarar el jueves 2 de noviembre de 2017. El 1 de noviembre es festivo.

13. El 2 de noviembre de 2017, las cinco partes demandantes, miembros del Gobierno catalán, que se encuentran desde hace varios días en Bélgica y que se enteran de su citación por la prensa, piden a través de su abogado la posibilidad de declarar por videoconferencia. Quieren colaborar en la investigación. Los otros nueve miembros del Gobierno catalán, que han permanecido en España y que se presentan en la audiencia, piden por su parte un aplazamiento del procedimiento con el fin de poder preparar su defensa. Dicha petición es rechazada. Ocho de los nueve miembros del Gobierno que han acudido voluntariamente a la audiencia son detenidos, sin posibilidad de ser puestos en libertad bajo fianza.

Los miembros del Parlamento catalán presentan una petición idéntica - pidiendo el aplazamiento del procedimiento- el 2 de noviembre de 2017 ante el juez LLARENA del Tribunal Supremo. El Tribunal Supremo atiende a su petición, aplazando la declaración al 9 de noviembre de 2017 (documento 4).

Della Scavone Scarne
Traducción e interpretación jurídica de EVA LFB
Nº 0115

El 3 de noviembre de 2017, la juez LAMELA DIAZ rechaza la petición de las cinco partes demandantes de ser oídos por videoconferencia. Dicta una orden de detención europea contra cada uno de los cinco miembros del Gobierno catalán que se encuentran en Bélgica. Las órdenes de detención europeas recogen las tres infracciones contempladas en la acusación del Fiscal General (rebelión, sedición y desvío de fondos públicos). La juez LAMELA DIAZ añade además, por decisión propia, otras dos infracciones: prevaricación y desobediencia.

14. El 5 de noviembre de 2017, las partes demandantes se presentan voluntariamente ante la Policía. Comparecen ante el juez de instrucción GAUDIUS. Este último dicta su resolución el mismo día, ordenando su puesta en libertad, sin fianza.

El mismo día, tras las detenciones de los miembros del Gobierno, más de un centenar de profesores de derecho penal españoles denuncian el recurso a las incriminaciones de rebelión y de sedición, considerando que son abusivas y claramente no aplicables al caso que nos ocupa (documento 3).

15. El 9 de noviembre de 2017, el Tribunal Supremo pone en libertad bajo fianza a los parlamentarios tras haber constatado que dichas personas han *«renunciado a su actividad política futura, o bien, para los que desean seguir ejerciéndola, lo harán renunciando a cualquier acción fuera del marco constitucional»*. (documento 5).

16. El 11 de noviembre de 2017, centenares de miles de personas se concentran en Barcelona contra la detención de los miembros electos del Gobierno y del Parlamento catalanes, y contra la represión emprendida contra ellos.

17. El 4 de diciembre de 2017, la pregunta sobre la ejecución o no de las cinco órdenes de detención europeas es debatida ante la Cámara del Consejo del Juzgado de Primera Instancia neerlandófono de Bruselas. Las partes demandantes presentan ese mismo día un escrito de conclusiones que contiene 133 páginas (documento 6). Al día siguiente, el 5 de diciembre de 2017, el juez Pablo LLARENA dicta resolución judicial, retirando las órdenes de detención europeas, pero manteniendo en vigor las órdenes de detención nacionales (documento 7).

Dicha resolución venía principalmente motivada como sigue:

- riesgo de que la justicia belga no siga (o siga parcialmente) los requerimientos españoles, que implicaban la obligación de perseguir a los interesados en España, basándose en las calificaciones penales diferentes de las que se establecen para otras personas implicadas en el expediente;

Pablo LLARENA
Jefe de Sala
Juzgado de Primera Instancia nº 1
Bruselas

- las personas buscadas se presentan a las elecciones y han expresado su deseo de volver a España.

En los hechos expuestos, destaca claramente el temor a que la justicia belga se niegue a ejecutar las órdenes de detención europeas que han motivado esta retirada.

Dicha decisión ha tenido como consecuencia que las partes demandantes podían a partir de este momento desplazarse hacia cualquier lugar del mundo, excepto a España, en donde serían arrestados conforme a las órdenes de detención nacionales.

Tras esta retirada, la Cámara del Consejo, por orden de 14 de diciembre de 2017, constata que la petición de puesta en ejecución de las órdenes de detención europeas carece de objeto.

A partir de este momento, las partes demandantes continúan tranquilamente su vida en Bélgica, en donde siguen con sus actividades políticas.

Como se recuerda anteriormente, la aplicación del artículo 155 de la Constitución española y la destitución del Gobierno y del Parlamento de Cataluña han tenido como consecuencia la organización de elecciones.

18. El 21 de diciembre de 2017 se celebran elecciones en Cataluña. Los partidos independentistas Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), Junts per Catalunya (JxS) y la CUP confirman su mayoría absoluta en el Parlamento. Las cinco partes demandantes son elegidas diputados en el Parlamento de Cataluña.

Tras estas elecciones, empieza un pulso entre el juez LLARENA y el Parlamento de Cataluña para nombrar al nuevo Presidente de Cataluña. Efectivamente, el juez LLARENA ha impedido en cuatro ocasiones la investidura del Presidente elegido por el Parlamento catalán, es decir sucesivamente: Carles PUIGDEMONT, Oriol JUNQUERAS, Jordi SANCHEZ y Jordi TURULL.

Esta influencia política, del todo inhabitual, de un juez de instrucción, aunque sea miembro del mismo Tribunal Supremo, llegó a hacer decir que Pablo LLARENA se había constituido en un verdadero «Presidente» de España (documento 8).

Así pues, tomando decisiones judiciales con el fin de rechazar, para uno, su comparecencia «telemática», y para otro, su puesta en libertad aunque fuese provisional o su detención con el fin de impedir su presencia en el recinto del Parlamento catalán, el juez LLARENA ha sobrepasado sus funciones judiciales, o como mínimo, ha abusado de estas, olvidando la base del Estado de derecho democrático dentro de la Unión europea y que es el principio de separación de poderes.

Dolía Soaveira Bosque
Traductora Intérprete Libre de FRANCÉS
Nº 2515

Mediante una medida cautelar tomada el 23 de marzo de 2018 a favor de Jordi SANCHEZ por el Comité de Derechos Humanos de las Naciones Unidas, se recordó al juez LLARENA y a España que el derecho de ejercer una función política constituye un derecho fundamental (documento 9). Este recordatorio oportuno no logró detener al juez LLARENA, el cual adoptó el 12 de abril de 2018 una nueva orden de rechazo de permiso penitenciario contra Jordi SANCHEZ (permiso que le hubiese permitido asistir a una sesión decisiva del Parlamento catalán), poniendo así España al lado del Kazajstán, entre los Estados delincuentes que se niegan a someterse a los principios que rigen los derechos fundamentales universales.

19. Dichas violaciones sistemáticas de los derechos fundamentales por parte de las jurisdicciones españolas en el marco de los procedimientos contra las partes demandantes en España han sido denunciadas ante los órganos oportunos y continuarán siéndolo. No se trata del principal objeto de esta citación.

Efectivamente, al margen de estas decisiones judiciales, las partes demandantes consideran que el juez LLARENA ha cometido una falta civil que tiene como consecuencia un daño que se ha producido en Bélgica.

20. Desde la celebración de las elecciones, el juez LLARENA ha seguido con su investigación penal. Esta ha sido adornada de decisiones judiciales o preparatorias relativas al progreso de la investigación o a la detención de las personas investigadas.

De estas decisiones emana su partidismo y la ausencia de imparcialidad que no obstante tendría que caracterizar cualquier investigación penal.

El comportamiento del juez LLARENA expresa pues lo que ya fue denunciado respecto a los oponentes políticos vascos: el sistema judicial español es incapaz de tratar a los opositores independentistas respetando los derechos fundamentales tal y como lo garantiza el Tratado sobre la Unión europea y la Carta de Derechos Fundamentales de la Unión Europea o el Convenio Europeo de Derechos Humanos (documento 10).

En este sentido, señalemos en particular las siguientes decisiones judiciales:

- En un auto del 2 de febrero de 2018, rechazando el beneficio de la puesta en libertad provisional a Joaquim FORN CHIARIELLO, el juez LLARENA considera que: *«Partiendo de que la intervención en el delito que se le [Sr. FORN] atribuye (...) se desplegó desde una responsabilidad ejecutiva y de gobierno que todavía le es alcanzable, no puede eludirse que el riesgo de reiteración delictiva surge fundamentalmente de la subsistencia de los motivos que*

impulsaron la realización del delito, así como de las circunstancias que lo propiciaron y de un mantenimiento del posicionamiento personal respecto de la observancia o transgresión de la ley » (traducción en francés en documento 11, p.11)

- En este mismo auto se expone también que: *«su ideología [la del Sr. FORN] coexiste además en un contexto político en el que no hay certeza de que haya desaparecido la intención de alcanzar la independencia de Cataluña (...)» (ibid, p.11);*
- Pablo LLARENA escribe además: *« Con todo ello, si contemplamos la incertidumbre que existe de que la voluntad política mayoritaria sea respetar el orden legal para lograr la aspiración de independencia que aun hoy comparte el investigado, y si evaluamos la todavía cercana determinación con la que el investigado condujo su grave actuación delictiva, debe concluirse que persiste el riesgo de reiteración delictiva (...)» (ibid, p. 12)*
- En la misma línea, Pablo LLARENA considera, en un auto del 6 de febrero de 2018 (que rechaza el beneficio de la puesta en libertad provisional a Jordi SANCHEZ I PICANYOL): *«el solicitante mantiene su ideario soberanista, lo que resulta constitucionalmente válido, pero imposibilita el convencimiento de la imposible reiteración delictiva que se tendría respecto de quien profese la ideología contraria. Pero a diferencia de algunos investigados, el Sr. Sánchez, no sólo no ha renunciado a una actividad pública que -desde diversos frentes- ha servido de instrumento para la ejecución de los hechos, sino que ha revalidado su compromiso integrándose en una candidatura que proclama el objetivo de restablecer la dinámica política que condujo a las actuaciones de las que nacen las responsabilidades que este proceso penal contempla (...) » (traducción en francés en documento 12, p. 10) ;*
- En un auto de 9 de marzo de 2018 (que rechaza una vez más la libertad provisional a Jordi SANCHEZ I PICANYOL), considera asimismo: *«[La conclusión según la cual existe un riesgo de reiteración delictiva] se extraía de un juicio indiciario que descansaba en: 1º) La existencia de un contexto político en el que concurren todavía sectores que defienden explícitamente que debe conseguirse la independencia de Cataluña de manera inmediata (...); (traducción en francés en documento 13, p. 23);*
- Y una líneas más adelante: *«los elementos que apuntan un riesgo genérico de reiteración, se proyectan de manera específica sobre un investigado que: 1º) Ha revalidado su compromiso delictivo, integrándose en una candidatura [a la presidencia autonómica de Cataluña] que proclama precisamente continuar ejerciendo el método de actuación que se enjuicia (...)» (ibid, p.23);*

- Señalamos asimismo el siguiente fragmento procedente del mismo auto: « *el ejercicio del derecho que se peticiona [beneficiarse de un permiso penitenciario para asistir a una sesión parlamentaria susceptible de llevar a su nombramiento como Presidente de la Generalitat] no supone sino favorecer la reiteración que trata de conjurarse, visto que la actividad delictiva que se investiga se desplegó -precisamente- desde actuaciones legislativas y ejecutivas claramente ilegales (...)*» (ibid, p. 24).

Los motivos formulados por el juez LLARENA, en el contexto de los numerosos autos y decisiones judiciales que ha tomado durante los últimos meses, reflejan un mensaje claro que debe servir de telón de fondo de la presente demanda: la respuesta penal del Estado español tiene como única intención el ser extinguida o mitigada respecto a los responsables catalanes si estos renuncian a su proyecto político independentista. Y es precisamente el *proyecto político* de las partes demandantes el que Pablo LLARENA pretende combatir, y no las infracciones penales que estas habrían supuestamente cometido. Pablo LLARENA no deja de comparar el proyecto y las convicciones políticas de las partes demandantes y de los demás responsables catalanes con una concepción penalmente reprobable. Tal y como lo desarrollaremos a continuación, esto es extremadamente perjudicial para su reputación política y su honor personal.

Por otro lado, es interesante observar que, dentro del contexto de un esfuerzo constante y de una campaña general cuyo objetivo es deslegitimar la causa política de las partes demandantes, el Ministerio de Justicia español publica sistemáticamente las decisiones del juez LLARENA: el motor de búsqueda del Consejo General del Poder Judicial no registra menos de 307 entradas con el nombre «*Llarena*»⁵.

21. En cuanto a la prevención penal de desvío de fondos, la otra grave acusación que pesa sobre las partes demandantes, es llamativo constatar que existe una importante polémica que sacude a las autoridades estatales españolas a este respecto.

En efecto, dicho desvío de fondos públicos ha sido constatado firmemente por el Ministro de Hacienda español.

El juez LLARENA afirma en sus decisiones judiciales que las partes demandantes -y otros responsables catalanes-, mediante la adopción de una ley presupuestaria *ad hoc* dentro de la entidad catalana⁶, han destinado fondos públicos con el fin de organizar el referéndum anteriormente mencionado, llegando así a cometer un desvío de fondos públicos.

⁵

Ver la página

<http://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Buscadores/?categoria=&actuales=&text=llarena&paginacion=10>.

⁶

Señalemos que dicha ley fue inmediatamente suspendida por el Tribunal Constitucional español con fecha del 5 de julio de 2017.

De la Intervención Proctor
Tribunal Constitucional de España
2017

Sin embargo, la realidad es muy distinta. No se ha desviado o utilizado ningún fondo público con el fin de financiar la organización del referéndum, que fue íntegramente pagado con fondos privados.

Rápidamente, la autoridad nacional de control de los gastos públicos en Cataluña confirmó que no se había desviado ni un solo euro del presupuesto de Cataluña dentro del marco del referéndum (documento 14).

Recientemente, el mismo Ministro de Hacienda español declaró públicamente que no hubo desvío de fondos públicos. Así declaró: « *Yo no sé con qué dinero se pagaron esas urnas de los chinos, ni la manutención de Puigdemont, pero sé que no con dinero público*» (documento 15).

Curiosamente, el juez LLARENA continúa todavía alimentando esta controversia pública. Incluso llegó a pedir al Ministro de Hacienda que le presentara un informe sobre sus declaraciones, considerando que eran contradictorias por «*las fuentes de prueba*» de las que dispone dentro del marco de su investigación penal (documento 16).

Además, el juez LLARENA, consciente de que esta controversia alimentaba las dudas de las jurisdicciones alemanas en lo que se refiere a la cuestión de la ejecución o no de la nueva orden de detención europea dictada contra una de las partes demandantes, Carles PUIGDEMONT, envió una carta a estas con el fin de convencerlas del fundamento de las acusaciones de desvío de fondos públicos.

22. Asimismo, es fundamental destacar que, dentro del marco de la presente citación, el juez LLARENA también se ha expresado como conferenciante sobre temas que desvelan sus opiniones políticas, pero también su partidismo y su ausencia de imparcialidad.

Podemos señalar, entre estas actividades extrajudiciales pero bien directamente vinculadas con los hechos atribuidos a las partes demandantes y la cuestión catalana, bien con temáticas políticas o jurídicas generales:

- Su participación en marzo de 2014 en un seminario organizado por la Fundación FAES⁷. Esta Fundación privada interviene en apoyo del proyecto político del ex-primer ministro AZNAR, del Partido Popular, que la preside (documento 17);
- Su participación en una conferencia en Salamanca, el 10 de abril de 2018, por invitación del concesionario BMW local, sobre la regularidad de las pruebas en un contexto penal internacional (documento 18);

- su próxima intervención dentro del marco de un curso de verano organizado por una universidad madrileña⁸, sobre el tema «*la justicia y la política*». La mesa redonda en la que participará tratará de «*los casos en que los tribunales deben controlar la legalidad de la actuación de los poderes públicos, incluso depurar responsabilidades penales por hechos cometidos en la toma de decisiones políticas revestidas de ilicitud delictiva*», como el derivado del «abierto enfrentamiento sin precedentes desde determinada Comunidad Autónoma a la Constitución del Estado» (documento 19);

El juez LLARENA realiza intervenciones públicas al margen de su función judicial. Asimismo, aparece públicamente en eventos públicos, como en el del 9 de abril de 2018, durante su asistencia a una ceremonia de juramento de jueces en Barcelona. el juez LLARENA atrajo todas las miradas cuando se acercó al jefe de los *Mossos d'Esquadra*, Ferran López, a quien interrogó como testigo en la causa catalana que instruye (documento 20).

23. El 22 de febrero de 2018, Pablo LLARENA fue invitado una vez más como conferenciante a una jornada de estudio organizada en Oviedo por una sociedad mercantil (Autosa BMW), sobre los delitos económicos y la responsabilidad penal de las empresas⁹. Al margen de su intervención, ofreció dos entrevistas a los periodistas presentes en las que comentó:

*“Un delito político son aquellos comportamientos que normalmente no estarían sancionados por el ordenamiento jurídico-penal y que sin embargo, por una consideración política, estos comportamientos son perseguidos. No es el caso que estamos llevando ahora en el Tribunal Supremo, se trata de comportamientos que aparecen recogidos en nuestro Código Penal y que, con independencia de cuál haya podido ser la motivación que les haya llevado a las personas a cometerlos, si es que eso ha sido así, pues tienen que ser investigados. Restringir la libertad de una persona sin que se haya declarado todavía culpable, en la eventualidad de que esto se produzca, y exclusivamente durante el tiempo en que se lleva una investigación, tiene que restringirse lo máximo posible. Por esto la decisión es tratar de terminar la investigación cuanto antes y regularizar la situación de los investigados en su propio interés y en el interés de toda la opinión pública y de toda la ciudadanía española también cuanto antes.”*¹⁰

Se traduce el extracto como sigue a continuación:

7 Fundación para el Análisis y los Estudios Sociales, <http://www.fundacionfaes.org>.
8 Universidad Complutense en San Lorenzo de El Escorial.
9 Ver la página <https://www.autosa.com/jornadas-responsabilidad-penal/>.
10 Los extractos de las entrevistas pueden consultarse en <https://twitter.com/gerardsese/status/966958310590205952?lang=es>.

"Un delito político son aquellos comportamientos que normalmente no estarían sancionados por el ordenamiento jurídico-penal y que sin embargo, por una consideración política, estos comportamientos son perseguidos. No es el caso que estamos llevando ahora en el Tribunal Supremo, se trata de comportamientos que aparecen recogidos en nuestro Código Penal y que, con independencia de cuál haya podido ser la motivación que les haya llevado a las personas a cometerlos, si es que eso ha sido así, pues tienen que ser investigados.

Restringir la libertad de una persona sin que se haya declarado todavía culpable, en la eventualidad de que esto se produzca, y exclusivamente durante el tiempo en que se lleva una investigación, tiene que restringirse lo máximo posible. Por esto la decisión es tratar de terminar la investigación cuanto antes y regularizar la situación de los investigados en su propio interés y en el interés de toda la opinión pública y de toda la ciudadanía española también cuanto antes."

24. El 23 de marzo de 2018, habiendo decidido retirar las (primera) órdenes de detención europeas dictadas contra las partes demandantes, el juez LLARENA dicta nuevas órdenes de detención europeas en contra de estos. El 16 de mayo de 2018, la Cámara del Consejo del Juzgado de Primera Instancia neerlandófona de Bruselas decide rechazar la ejecución de estas órdenes, tras haber constatado que su contenido no era conforme al título de detención nacional. (documento 21)

25. De los hechos relatados se desprenden numerosos actos ilícitos y perjudiciales cometidos por Pablo LLARENA dentro del marco de sus funciones jurisdiccionales, pero sobretodo, de manera más decisiva para la presente demanda, faltas cometidas al margen del ejercicio de sus funciones jurisdiccionales estrictas.

2. OBSERVACIONES PRELIMINARES SOBRE LA COMPETENCIA TERRITORIAL, EL DERECHO APLICABLE Y LA INMUNIDAD

2.1 Competencia de las jurisdicciones belgas

26. De acuerdo con el artículo 7, 2) del Reglamento 1215/2012 del Parlamento europeo y del Consejo del 12 de diciembre de 2012 (denominado Reglamento «Bruselas Ibis») sobre la competencia judicial, el reconocimiento y la ejecución de las decisiones en materia civil y mercantil,

«Una persona domiciliada en un Estado miembro podrá ser demandada en otro Estado miembro (...) en materia delictual o cuasidelictual, ante el órgano jurisdiccional del lugar donde se haya producido o pueda producirse el hecho dañoso».

El juez del hecho dañoso es, a elección del demandante, bien el juez del lugar donde se haya producido la falta, bien el juez del lugar donde se haya producido o amenace de producirse el daño (CJCE, 30 de noviembre de 1976, *Mines de Potasse d'Alsace*).

Los tribunales belgas son por consiguiente competentes en la materia, entendiendo que solo la parte del daño sufrido de manera directa e inmediata en Bélgica es la que se reclama en este caso (CJCE, 7 de marzo de 1995, *Shevill* y CJCE, 19 de septiembre de 1995, *Marinari*).

2.2 Derecho español aplicable

27. De acuerdo con el artículo 1.2.g del Reglamento 864/2007 del Parlamento europeo y del Consejo del 11 de julio de 2007 (denominado Reglamento «Roma II») sobre la ley aplicable a las obligaciones no contractuales, son excluidas del campo de aplicación del Reglamento antedicho las obligaciones no contractuales que provienen de acción que atenta contra la intimidad y contra los derechos de la personalidad, incluida la difamación.

Por consiguiente, la cuestión del derecho aplicable es regulada por el Código belga de derecho internacional privado («CODIP»).

De acuerdo con el artículo 99, §2 del CODIP: *«la obligación que deriva de un acto de difamación o de una acción que atenta contra la intimidad o contra los derechos de la personalidad estará regulada*

Dña. Servando Fongue
Traductora Jurada en el A.T.S.
N.º 1515

por el derecho del Estado en el territorio en el cual el hecho generador o el daño se ha producido o amenaza con producirse, a la elección del demandante, a menos que la persona responsable establezca que no podía prever que el daño se produciría en este Estado».

En el caso que nos ocupa, las partes demandantes escogen el derecho español, derecho del Estado en el que se ha producido el hecho generador.

2.3 La persona demandada no goza de ninguna inmunidad judicial

28. La persona demandada ejerce la función de magistrado ante el Tribunal Supremo de Madrid. De acuerdo con el derecho español aplicable, no goza sin embargo de ninguna inmunidad judicial en el caso que nos ocupa, ya que la acción se funda en una falta civil cometida fuera del ejercicio de sus funciones.

Efectivamente, aunque el derecho español prevé un procedimiento contencioso administrativo específico para exigir responsabilidades civiles de los jueces por las faltas cometidas dentro del marco de sus funciones (procedimiento que solo puede ser iniciado por el Estado español), no existe en cambio ninguna regla derogatoria en materia de responsabilidad cuasidelictual para las faltas cometidas por los magistrados fuera del ejercicio de sus funciones. Estos no pueden beneficiarse en este caso de ninguna inmunidad y son considerados como ciudadanos ordinarios.

3. AGRAVIOS

3.1 Fundamento legal de la acción en derecho español

29. Los principios fundamentales en materia de responsabilidad extra contractual en derecho español son similares a los principios belgas.

La materia es tratada en el artículo 1902 del Código Civil español, que establece que *«El que por acción u omisión causa daño a otro, interviniendo culpa o negligencia, está obligado a reparar el daño causado»*¹¹.

¹¹ Artículo 1902 Código Civil : *« El que por acción u omisión causa daño a otro, interviniendo culpa o negligencia, está obligado a reparar el daño causado »*

30. Para que la responsabilidad cuasidelictual de una persona pueda ser retenida de acuerdo con este artículo, la víctima debe demostrar del mismo modo que en el derecho belga la existencia de una falta, de un daño y de un vínculo de causalidad entre estos.

Las condiciones establecidas por la jurisprudencia española son convencionalmente:

- 1) una condición subjetiva: la existencia de una acción o de una omisión que genera una actuación imprudente o negligente imputable a la persona o a la entidad contra la que la acción va dirigida;
- 2) una condición objetiva: la realidad de un daño; y
- 3) la relación causal entre el daño y el incumplimiento¹².

3.2 Falta

31. Las opiniones expresadas por el juez LLANERA ante la prensa en Oviedo evidencian su parcialidad y su ensañamiento, así como los actos judiciales realizados al respecto de las partes demandantes. En ocasión de los actos procedimentales dictados dentro del marco de la investigación penal (*e.a.* retirada de la orden de detención europea, rechazo de emisión de una orden de detención europea con motivo del viaje del Presidente PUIGDEMONT a Dinamarca en enero de 2018, autos de rechazo de puesta en libertad de las personas permanecidas en España, controversia pública con el Ministro español de Hacienda, auto de inculpación de 23 de marzo de 2018, emisión de una nueva orden de detención europea, «diálogo» con las autoridades judiciales belgas y alemanas con el fin de convencerlas del fundamento de la entrega), el juez LLANERA ha participado en las vulneraciones flagrantes de la presunción de inocencia, de la libertad de acción política y en la construcción de una campaña mediática enfocada a desacreditar a las partes demandantes, causándoles un grave perjuicio.

Efectivamente, las partes demandantes, miembros del Gobierno catalán en el exilio, son descritas como «rebeldes violentos» y «estafadores públicos» que han «cometido delitos de una grandísima gravedad»¹³.

32. La acusación de «rebelión» es objeto de numerosos debates. Recordamos que lo que se reprocha penalmente es la organización de un referéndum, y los «hechos penales» se refieren exclusivamente a los actos realizados bien en calidad de diputado (es decir votar leyes en el

¹² Tribunal Supremo, Sala de lo Civil, sección 1, Rec 942/2003 del 29 de octubre de 2008, disponible en <https://www.iberley.es/temas/responsabilidad-civil-extracontractual-codigo-civil-60141>.

¹³ Declaración del Ministro del Interior español Juan Ignacio ZOIDO, 4/12/2017.

Parlamento catalán con el fin de organizar el referéndum), bien los actos realizados en calidad de consejeros del Gobierno catalán (es decir el hecho de tomar decisiones y medidas con el fin de organizar el referéndum).

Se trata sin duda de imputar determinadas infracciones políticas inexistentes, ya que no se trata de infracciones sino de actos realizados en el marco de las funciones de parlamentario o ministro.

De hecho, el Gobierno suizo no se equivocó en el momento del exilio de dos diputados catalanes hacia este Estado, los cuales también eran perseguidos en el marco de esta misma instrucción, al declarar oficialmente, antes de cualquier demanda española, que era inútil solicitar su extradición, ya que se trataba claramente de infracciones políticas, teniendo en cuenta los hechos acontecidos (*quod non*) (documento 22).

33. La cuestión del carácter político de las infracciones (supuestamente establecidas - *quod non*), y de las problemáticas conexas, tal y como la inmunidad que acompaña los actos cometidos por responsables políticos dentro del ejercicio de sus funciones, constituye el núcleo de la investigación penal que afecta a las partes demandantes en España. El juez penal español decidirá sobre esta cuestión relativa a la culpabilidad, en cuanto se encargue de ello.

Cualquier toma de posición sobre este tema por un órgano del Estado español sería no solamente prematura sino también dolosa.

34. Por otra parte, la calificación de «rebelión» en el derecho penal español impone el ejercicio de una «violencia» significativa que debe poder ser imputada directamente a las personas que se rebelan.

Ciento veinte profesores españoles de derecho penal afirmaron, a través de una carta blanca, que la calificación de rebelión no era claramente aplicable al caso del referéndum catalán (documento 3).

En esta misma dirección ha ido el Alto Tribunal de Schleswig-Holstein con fecha del 6 de abril de 2018, el cual se pronunciaba sobre una petición de entrega del Presidente PUIGDEMONT, «en tránsito» en Alemania. Dicho tribunal consideró efectivamente que la existencia de «violencia», «elemento constitutivo» esencial pudiendo justificar una extradición para la calificación de rebelión, claramente no se aplicaba al caso en cuestión (documento 23).

35. Acusar a las partes demandantes de ser rebeldes según el código penal español ofende claramente su honor, su integridad política y moral, y el fundamento mismo de su acción política.

Dr. Jaume Guzmán i Font
Tribunal Superior de Justicia de Cataluña
Act 2117

El proceso independentista catalán es efectivamente un proceso de cambio político guiado por la no-violencia, denominado en la literatura política independentista catalana «*la revolución de las sonrisas*» (documento 24).

36. El objeto de la presente acción no es ver al juez civil belga pronunciarse *a priori* sobre el fundamento de la acción penal en curso en España. Sin embargo, es esencial no olvidar este contexto político y de represión judicial, en el momento de evaluar la falta civil cometida por el juez Pablo LLARENA, fuera del ejercicio de sus funciones jurisdiccionales.

37. Finalmente, por lo motivos expuestos anteriormente y teniendo en cuenta que no se utilizó ningún fondo público para organizar el referéndum (*supra*, párrafo 21 de la presente citación), las calificaciones de «*malversaciones*» y de «*desvío de fondos públicos*» deben de ser analizadas con la máxima precaución.

38. Las declaraciones públicamente mantenidas por la persona citada ante numerosos periodistas y cámaras de televisión (ver entre otros *supra* párrafo 23 de la presente demanda) intervienen en el marco de una extrema complejidad y sensibilidad. Estas declaraciones ponen de manifiesto los objetivos del demandado, perjudican el honor de las partes demandantes y violan la presunción de inocencia.

39. El juez LLARENA ha declarado efectivamente durante una entrevista:

«Un delito político son aquellos comportamientos que normalmente no estarían sancionados por el ordenamiento jurídico-penal y que, sin embargo, por una consideración política, estos comportamientos son perseguidos. No es el caso que estamos llevando ahora en el Tribunal Supremo, se trata de comportamientos que aparecen recogidos en nuestro Código Penal y que, con independencia de cuál haya podido ser la motivación que les haya llevado a las personas a cometerlos, si es que eso ha sido así, pues tienen que ser investigados.»

En esta ocasión, la persona citada se ha posicionado públicamente, de manera clara y precisa, en cuanto al carácter político de las infracciones que reprocha a las partes demandantes dentro de la investigación penal que realiza. También indica que el asunto que instruye no se refiere a las infracciones políticas. Sin embargo, dicha cuestión deberá ser objeto de una discusión judicial ante el juez de lo penal español, al final de la instrucción, cuando el juez resuelva sobre la cuestión del establecimiento de los hechos y de su calificación penal. Las partes demandantes consideran que los hechos cometidos (en resumen: participar en el voto de determinadas leyes como diputados, y asegurar su aplicación como ministros) son "*comportamientos que, en condiciones normales, no serían sancionados por orden jurídica penal y que, sin embargo, por una consideración política, dichos comportamientos son perseguidos*", siendo la consideración política la criminalización de la acción

Diputación Provincial de Zaragoza
Tribunal Provincial de Justicia nº 2º de CES
Nº 2310

política disidente de los mandatarios independentistas catalanes, para la exclusión de la acción política por encarcelamiento o condena penal.

Manteniendo dichos propósitos, la persona demandada ha infringido la ley deliberadamente.

3.3 Daño y vínculo de causalidad

40. Las declaraciones del demandado han causado un daño seguro a las cinco partes demandantes, las cuales han visto atacados su reputación y su honor. Además, van encaminadas a desacreditar su acción política, ya sea en España o en Bélgica, donde han sido sometidos a las exigencias de la aplicación de una primera orden de detención europea en noviembre de 2017, pero al mismo tiempo que se preparaba la aplicación de la segunda orden de detención europea, emitida el 23 de marzo de 2018.

41. En cualquier caso, la teoría de la equivalencia de las condiciones establece que si un daño proviene de una pluralidad de causas entre las cuales se da una falta, el autor de esta deberá reparar íntegramente el daño causado¹⁴.

Por consiguiente, y de acuerdo con la teoría de la equivalencia de las condiciones, aunque el daño resulte de una pluralidad de causas vinculadas a la ejecución de la acción penal en España, la falta del juez LLARENA ha participado en la instauración de un clima perjudicial con una vulneración flagrante de las reglas que rigen la presunción de inocencia, por lo que Pablo LLARENA debe reparar íntegramente el daño causado en Bélgica.

La jurisprudencia del Tribunal de Casación confirma, por ejemplo, que no corresponde al juez del fondo basarse en el estado patológico anterior de la víctima para reducir, de manera proporcional a este estado, la indemnización del daño que ha sufrido debido a una falta sin la que el perjuicio no se habría producido tal y como ocurrió¹⁵.

En el caso que nos ocupa, el juez LLARENA, en el marco de su acción judicial, ha adoptado comportamientos que reflejan su parcialidad y su partidismo; sin embargo por otro lado, la campaña mediática de menosprecio sistemático y violento contra las partes demandantes, por todos los órganos del Estado (gobierno, jefe de Estado, asociaciones de jueces y de fiscales) ha sido reforzada por la

¹⁴ B. DUBUISSON, *Droit des obligations, délits et quasi-délits*, TII, 2000-2001, p. 144) ; 16 Cass., 2 de febrero de 2011, RG n° P10.160.1.F, Pas., 2011, p. 394 ; Cass, 17 de mayo de 1990, Pas., 1, 1064 ; 17 VAN OMMESLAGHE, *Droit des obligations*, T III, Bruylant, 2010, p. 1586.

¹⁵ Cass., 2 de febrero de 2011, RG n° P10.160.1.F, Pas., 2011, p. 394 ; Cass, 17 de mayo de 1990, Pas., 1, 1064 ; 17 VAN OMMESLAGHE, *Droit des obligations*, T III, Bruylant, 2010, p. 1586.

Ministerio de Justicia
Tribunal de Casación
2018

participación inmediata y dolosa, por el juez encargado de la investigación, a estas declaraciones, vulnerando claramente la presunción de inocencia.

En este sentido, la acción dolosa de Pablo LLARENA ha sido en parte la causa del daño.

INVENTARIO

- 1) "El Gobierno Impide por la fuerza el referéndum ilegal" El País, 2/10/2017.
- 2) "La Catalogne après le referendum: on est au bord de la guerre civile", L'Obs, 2/10/2017.
- 3) Manifiesto de más de cien profesores españoles de derecho penal, « Legalidad penal y proceso independentista », 9/11/2017 y "Over 100 Spanish penal law professors against judges's "lack of restraint" against Catalans, 10/11/2017.
- 4) Tribunal Supremo, Auto de aplazamiento, 2/11/2017.
- 5) Tribunal Supremo, Auto de puesta en libertad bajo fianza.
- 6) Conclusiones de síntesis presentadas ante la Cámara del Consejo del Juzgado de Primera Instancia neerlandófono de Bruselas, el 4 de diciembre de 2017 (133 páginas).
- 7) Tribunal Supremo, Auto de retirada de las órdenes de detención europeas, 5/12/2017.
- 8) "Pablo Llarena, Presidente de España", Editorial, El Periódico, 14/4/2018.
- 9) Comité de Derechos Humanos de las Naciones Unidas, Medida cautelar, JORDI SANCHEZ contra España, 23/3/2018.
- 10) Bufete Jus Cogens, Inventario de las vulneraciones de los derechos fundamentales imputables a las autoridades españolas, mayo de 2018, 37 páginas.
- 11) Tribunal Supremo, Auto rechazando el beneficio de puesta en libertad provisional a Joaquim FORN CHIARELLO, 2/2/2018.
- 12) Tribunal Supremo, Auto rechazando el beneficio de puesta en libertad provisional a Jordi SANCHEZ I PICANYOL, 6/2/2018.
- 13) Tribunal Supremo, Auto rechazando el beneficio de puesta en libertad provisional a Jordi SANCHEZ I PICANYOL, 9/3/2018.
- 14) Certificado de la autoridad nacional de control de los gastos públicos, 15/11/2017.
- 15) "I don't know how they paid for the ballot boxes, but not with public funds", Catalan News, 16/4/2018, <http://www.catalannews.com/politics/item/i-don-t-know-how-they-paid-for-the-ballot-boxes-but-not-with-public-funds>
- 16) Tribunal Supremo, Providencia pidiendo al Ministro de Hacienda que le presentara un informe sobre sus declaraciones, considerando que eran contradictorias por «*las fuentes de prueba*» de las que dispone dentro del marco de su investigación penal, 18/4/2018.

Dr. Ferran Soler i Serra
Tribunal Superior de Justícia de Catalunya
RS 0002

- 17) "El juez Llarena hablará sobre "Justicia y política», El Confidential, 4/5/2018, https://www.elconfidencialdigital.com/muy_confidencial/el_chau-chau/juez-Llarena-hablara-justicia-politica_0_3141285859.html
- 18) "Llarena pide «reformular o matizar» la postura española sobre las pruebas judiciales obtenidas ilícitamente», El Norte de Castilla, 10/4/2018, <http://www.elnortedecastilla.es/salamanca/llarena-pide-reformular-20180410211843-nt.html>
- 19) Page web de la Fundación Faes, consultada el 1 de junio de 2018, <http://www.fundacionfaes.org/es/prensa/45108/gallardon-anuncia-que-la-audiencia-nacional-se-reforzara-con-nuevas-competencias>
- 20) "Llarena concentra las miradas en el acto del Rey en Barcelona», La Vanguardia, 9/4/2018, <http://www.lavanguardia.com/politica/20180409/442377148814/pablo-llarena-miradas-acto-rey-barcelona.html>
- 21) Juzgado de Primera Instancia de Bruselas, Cámara del Consejo, 16/5/2018.
- 22) "La Suisse n'extradera pas l'autonomiste catalane", 20min.ch, 21/2/2018.
- 23) Resolución del Alto Tribunal de Schleswig-Holstein, 6/4/2018.
- 24) "La révolution pacifique de Catalogne: comment comprendre?", Angel Argiles, Mediapart, 5/10/2017.

CONSIDERANDO QUE,

A cinco de junio del año dos mil dieciocho

A PETICIÓN DE:

1/ Doña **Maria Meritxell SERRET ALEU**, nacida en Vallfogana de Balaguer, el 19 de junio de 1975, domiciliada en Rue Lesbroussart, 31/33 en 1050 Bruxelles, eligiendo su domicilio por las necesidades de la causa en el despacho de uno de sus abogados, D. Christophe MARCHAND,

2/ Don **Antoni COMIN OLIVERES**, nacido en Barcelona el 7 de marzo de 1971, domiciliado en Rue des Flamands, 41 en 3000 Louvain, eligiendo su domicilio por las necesidades de la causa en el despacho de uno de sus abogados, D. Christophe MARCHAND,

Ambos bajo la dirección letrada de:

- D. **Christophe MARCHAND**, Abogado con despacho sito en 1000 BRUXELLES (Bélgica), rue du Marché au Charbon, 83 (cm@juscogens.be);

- D^a **Michèle HIRSCH**, Abogada con despacho sito en 1050 BRUXELLES (Bélgica), Avenue Louise, 290 (sec.mh@hvlaw.eu);

- D. **Gonzalo BOYE TUSET**, Abogado en el Colegio de Abogados de Madrid, con despacho sito en 28028 MADRID (España), Calle Pilar de Zaragoza 9 (g.boy@be-abogados.com);

la las 09.57 por la notificación a la J-1000

Dña. Esmeralda Boscue
Traductora-Intérprete Jurada de FRANCÉS
Nº 2515

3/ Don **Carles PUIGDEMONT CASAMAJÓ**, nacido en Amer, el 29 de diciembre de 1962, domiciliado en Avenue de l'Avocat, 34 en 1410 Waterloo, eligiendo su domicilio por las necesidades de la causa en el despacho de su abogado,

4/ Doña **Clara PONSATI OBIOLS**, nacida en Barcelona, el 19 de marzo de 1957, domiciliada en 3 Woodburn House, Woodburn Pl, St Andrews Fife KY16 8LA eligiendo su domicilio por las necesidades de la causa en el despacho de su abogado,

5/ Don **Lluís PUIG GORDI**, nacido en Terrassa (Barcelona), el 18 de octubre de 1959, domiciliado Rue Charles Quint, 74 en 1000 Bruxelles, eligiendo su domicilio por las necesidades de la causa en el despacho de su abogado,

Los tres bajo la dirección letrada de D. **Paul BEKAERT**, Abogado con despacho sito en 8700 TIELT (Bélgica), Hoogstraat, 34 (paul.bekaert@advocaatbekaert.be).

Yo, abajo firmante Hugues HELLEBAUT,
Agente judicial con residencia en 1050 IXELLES (Bélgica), Boulevard de la Cambre, 3 / 34

CITO A COMPARECER A:

Don **Pablo LLARENA CONDE**, magistrado, nacido en Burgos, el 26 de enero de 1963, con residencia en 28071 Madrid \ ESPAÑA, Tribunal Supremo, Plaza Villa de Paris s/n,

- NOTIFICANDO TAL Y COMO SE INDICA A CONTINUACIÓN-

A COMPARECER EL:

MARTES CUATRO DE SEPTIEMBRE DE 2018 a las 09:00 HORAS de la mañana, ante la PRIMERA SALA del JUZGADO DE PRIMERA INSTANCIA FRANCÓFONO DE BRUSELAS, sita en la SALA 7, Edificio QB 13, rue des Quatre-Bras, 13, en 1000 BRUXELLES (Bélgica)

PARA QUE:

Se declare admisible y fundada la presente acción.

Se condene al Sr. Pablo LLARENA CONDE a pagar a cada una de las partes demandantes la cantidad de 1.00€ en concepto de reparación de su daño moral;

Se condene a la persona demandada al pago de las costas, inclusive la indemnización de procedimiento establecida en el artículo 1022 del Código judicial.

Se declare que la sentencia que se pronunciará podrá ser ejecutada provisionalmente aunque sea objeto de recurso y sin necesidad de constituir fianza.

Sin perjuicio de las reservas oportunas y sin reconocimiento perjudicial y, especialmente, sin perjuicio de aumento o disminución de la cuantía de la demanda mientras se instruye la causa, si procede.

Demanda fundada en los motivos que se recogen en los considerandos que anteceden, las leyes en la materia y en cualquier otro medio de hecho como de derecho a hacer valer durante la instrucción de la causa, si procede.

Y para que el destinatario no lo ignore, y puesto que reside en el territorio del Reino de España, Estado miembro de la Unión europea, y que no conozco ninguna residencia ni domicilio elegido del destinatario en Bélgica, yo, agente judicial susodicho y abajo firmante,

Hugues Hellebaut, Agente Judicial
Tribunal Supremo, Plaza Villa de Paris s/n,
28071 Madrid, España

de acuerdo con el artículo 4 del Reglamento (CE) N° 1393/2007 del Parlamento europeo y del Consejo de 13 de noviembre de 2007, relativo a la significación y a la notificación dentro de los Estados miembros de las actas judiciales y extrajudiciales en material civil y comercial, y derogando el reglamento (CE) N° 1348/2000 del Consejo.

transmito , mediante carta certificada con acuse de recibo, presentada el día de hoy en la oficina de correos en Ixelles (Bélgica),

- A. dos copias de mi presente citación, de acuerdo con el artículo 4 (5) del Reglamento antedicho,
- B. cada copia va acompañada de una traducción en español
- C. el conjunto va acompañado de una solicitud de significación (formulario tipo) en español,

AL

JUZGADO DECANO EXCLUSIVO DE MADRID

Plaza de Castilla, 1

28046 Madrid

ESPAÑA

sírvase:

1. enviar en el momento de la recepción del acta, por lo medios que sean más rápidos, un acuse de recibo a la entidad de origen, es decir al agente judicial abajo firmante que formaliza el acta, dentro del mejor plazo y, en cualquier caso, dentro de los siete días que siguen la recepción, mediante el formulario tipo adecuado, de acuerdo con el artículo 6 (1) del Reglamento;
2. transmitir el acta, para la notificación de esta en caso de que no sea competente territorialmente, así como el escrito de demanda, a la entidad requerida competente territorialmente del mismo Estado miembro, la cual informará a la entidad de origen mediante el formulario tipo, conforme al artículo 6 (4);
3. proceder a la notificación del acta dentro del mejor plazo y si no ha sido posible de proceder a la notificación dentro de un plazo de un mes, informar a la entidad de origen, de acuerdo con el artículo 7 (2), mediante el certificado previsto al artículo 10;
4. cuando las formalidades relativas a la notificación hayan sido satisfechas, establecer un certificado mediante el formulario tipo y dirigirlo a la entidad de origen, con una copia del acta notificada, de acuerdo a las disposiciones del artículo 10;
5. avisar al destinatario que puede rechazar el acta a notificar en el caso en que esté redactada en otro idioma distinto al idioma oficial del Estado miembro requerido e informar inmediatamente la entidad de origen de que el destinatario se niega a recibir el acta de acuerdo con el párrafo 1 del artículo 8, todo lo cual mediante el certificado indicado en el artículo 10 y, en este caso, devolver el escrito de demanda así como los documentos de los que se pide la traducción;

Y considerando que, de acuerdo con el artículo 14 del Reglamento, cada Estado miembro tiene la facultad de proceder directamente por correo a la notificación de las actas judiciales a las personas que residen en otro Estado miembro, yo, agente judicial susodicho y abajo firmante, he remitido a la dirección del destinatario una copia de mi presente notificación, acompañada de una traducción al español presentada en el día de hoy por correo certificado con acuse de recibo, en la oficina de correos de Ixelles (Bélgica), cuyo sobre lleva las siguientes menciones:

ENVÍO CERTIFICADO CON ACUSE DE RECIBO

Sr. Pablo LLARENA CONDE

Tribunal Supremo

Plaza Villa Paris, s/n

28071 Madrid

ESPAÑA

Y he adjuntado a mi notificación original los acuses de recibo anteriormente mencionados.

Delia Sarvostra Bosque
Traductora Interpretada Jurada de PALESTINA
Nº 1315

Y con carácter subsidiario, dado que no me ha sido posible verificar la exactitud de la dirección del destinatario de la presente notificación y que los trámites descritos anteriormente podrían no llegar a realizarse, para más seguridad, he notificado una copia de la presente notificación al Sr. Fiscal del Rey de Bruselas, cuya residencia está sita en 1000 BRUXELLES (Bélgica), rue des Quatre Bras, nº 2/4 (Bâtiment Portalis), y habiéndolo indicado en:

*Señor Daoud SAAB
Secretario de la Fiscalía*

El sustituto, así declarado, habiendo visado mi notificación original para la recepción de la copia.

09.57 hora / a las

Con todas las reservas.

Doy fe. Costas: cuatrocientos setenta y dos euros y cincuenta y cinco céntimos,

El Agente judicial

FF* 133,24
FF/5* 79,95
VACS* 12,01
PC* 9,39
PORT* 28,92
FBAJ 100,00
ENR 50,00
TPL 3,70

T/Sin IVA 417,21
*21% IVA 55,34
=====
T/TVAC 472,55

*FRL 100,00

Derechos de registro - Aplicación del artículo 8 bis del C. Enr.
Derechos de registro: 50 €

Fin de la presente traducción redactada en 25 páginas.

CERTIFICACIÓN

Doña DELIA SAAVEDRA BOSQUE Traductora-Intérprete Jurada de FRANCÉS nombrada por el Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, certifica que la que antecede es traducción fiel y completa al ESPAÑOL de un documento redactado en FRANCÉS.

En MURCIA, a 05 de junio de 2018

[Firma]
Delia Saavedra Bosque
Traductora-Intérprete Jurada de FRANCÉS
Nº 2515

Hugues Hellebaut

Lic. Jur.

Huissier de Justice

Soc. Civ. S.N.C. HELLEBAUT & PETRE

TVA / BCE : 0839.637.542

1050 IXELLES, Boulevard de la Cambre, 3 boîte 34

Referte A551-18 / MB

- 201 -

RECEPISSE DE DEPOT D'UN ENVOI RECOMMANDE

Non distribution :

Indiquez vos noms et adresse sur l'envoi pour éviter la transmission aux rebuts en cas de non distribution

Réclamation :

La production du présent récépissé est obligatoire en cas de réclamation, demande d'avis de réception, etc

Perte :

L'indemnité accordée en cas de perte d'un envoi recommandé est forfaitaire et répond uniquement à l'intérêt que l'expéditeur attache à la remise de son envoi.

Destinataire:

Monsieur Pablo LLARENA CONDE

**Tribunal Supremo, Plaza Villa Paris, s/n
28071 Madrid
ESPAGNE**

I Taxe :
I
Numéro :
Nature : LETTRE I EUR

I Remboursement
I
I EUR.....
I
I

I Signature de l'employé(e),
I
I
I

R RF 050 439 523 BE



Hugues Hellebaut

Lic. Jur.

Huissier de Justice

Soc. Civ. S.N.C. HELLEBAUT & PETRE

TVA / BCE : 0839.637.542

1050 IXELLES, Boulevard de la Cambre, 3 boîte 34

Referte A551-18 / MB

- 201 -

RECEPISSE DE DEPOT D'UN ENVOI RECOMMANDE

Non distribution :

Indiquez vos noms et adresse sur l'envoi pour éviter la transmission aux rebuts en cas de non distribution

Réclamation :

La production du présent récépissé est obligatoire en cas de réclamation, demande d'avis de réception, etc

Perte :

L'indemnité accordée en cas de perte d'un envoi recommandé est forfaitaire et répond uniquement à l'intérêt que l'expéditeur attache à la remise de son envoi.

Destinataire:

**Juzgado Decano Exclusivo de Madrid
Plaza de Castilla, 1
28046 Madrid
ESPAGNE**

Numéro :
Nature : LETTRE

I Taxe :
I
I EUR

I Remboursement
I
I EUR.....
I

